

fr



Union européenne  
Politique régionale

# info regio

| N° 24 | décembre 2007 | **panorama**



**Les régions comme partenaires  
L'objectif «coopération  
territoriale européenne»**

# Sommaire

## La politique de cohésion, au cœur du processus de Lisbonne

Le premier rapport sur les négociations relatives à la nouvelle génération de stratégies et programmes de la politique de cohésion met en évidence une réorientation claire en faveur de l'agenda révisé de Lisbonne, fixé en 2005.

## Les régions comme partenaires *L'objectif «coopération territoriale européenne»*

### INTERREG, superflu ou indispensable?

Le rôle d'Interreg reste crucial pour neutraliser l'influence des frontières et réaliser un marché intérieur fonctionnant avec efficacité.

### Interview

Dirk Peters s'exprime sur le groupement européen de coopération territoriale.

### Témoignage:

INTERREG IV

### Témoignage:

URBACT

### Témoignage:

INTERACT

### Témoignage:

ESPON

### Interreg en action: Interreg IIIA

### Reportage: Effacer la frontière

Des centaines de partenariats en matière de santé, culture, technologie, environnement, citoyenneté... De PACTE à INTERREG IV, la coopération transfrontalière franco-belge se porte bien, merci.

### Interreg en action: Interreg IIIB & IIIC

### Événement:

La conférence «Telling the Story» explore de nouvelles manières de communiquer sur la politique de cohésion.

### REGIO & réseaux

### En ligne

Photos (pages): Commission européenne (3, 4, 6, 7, 8, 9, 12, 25, 26), Thomas Dix/Stadt Weil-am-Rhein (1, 19), CRITT Charleville-Mézières (5), Carrefour économie Technologie Enseignement (6, 21), INTERACT (11, 17), INTERREG IVC Secretariat (14), URBACT (15), URBAN II Dortmund-Nordstadt (15), ESPON (18), Y4I (19), Celtic Enterprises (19), VIDEOCOM (19), Province de Flandre occidentale (20, 23), Mabiolac (20), CORELOG (24), RegEnergy (24), REVIT (24), CopraNet (24).

Couverture: « Passerelle des Trois Pays » installée entre Weil-am-Rhein (Allemagne) et Huningue (France) près de Bâle (Suisse): pont réservé aux piétons et aux cyclistes.

Ont également contribué à la rédaction de ce numéro:

Jean-Yves Dalleau, Pierre Ergo, Jean-Luc Janot.

Editeur responsable: Ana-Paula Laissy, Commission européenne, DG Politique régionale.

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais et français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 22 langues de l'Union européenne sur le site

Internet: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.

4



7



11



14



15



17



18



19



20



24



25



27

28

## Rapprocher les régions et les citoyens

La politique de cohésion est pour l'Union européenne l'instrument clé qui lui permettra d'atteindre son objectif de création de croissance et d'emploi. Le partage d'idées et la coopération transfrontalière forment l'un des principaux facteurs qui contribuent à l'innovation, élément important pour la création d'une croissance durable.

Les programmes de coopération territoriale européenne rapprochent les régions et les gens et, partant, facilitent l'échange des bonnes idées et des meilleures pratiques en matière de politique régionale, indépendamment des frontières. De la sorte, les actions financées au travers de ces programmes de coopération et de travail en réseau ont souvent des effets directs sur la vie des citoyens et mettent les bénéfices de l'UE à la portée des acteurs locaux.

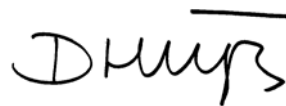
Par exemple, dans une région frontalière, est-il vraiment nécessaire d'assurer le fonctionnement à grands frais de services de santé qui sont identiques des deux côtés de la frontière? Les efforts de prévention des inondations ne sont-ils pas beaucoup plus payants quand tous les pays concernés y participent, y compris ceux situés en amont? Combien de vies pourraient être sauvées si les services de secours étaient autorisés à opérer à travers les frontières, en particulier dans les régions frontalières isolées? Que peuvent apprendre l'une de l'autre des régions ayant un profil géographique ou économique similaire (par exemple, les régions alpines ou maritimes)?

Autant de questions pertinentes auxquelles les programmes de coopération territoriale européenne peuvent apporter des réponses.

Dans ce numéro du magazine Inforegio Panorama, consacré à la coopération et au travail en réseau à l'échelon européen, la lecture de l'article principal vous permettra de constater l'impact réel d'Interreg sur la vie des citoyens de la zone frontalière franco-belge. Un article éclairé de la direction générale de la politique régionale situera la coopération dans un contexte plus vaste et en expliquera les bénéfices en termes simples. Après cela, l'interview d'un expert juridique vous montrera en quoi le nouvel instrument juridique appelé «groupement européen de coopération territoriale» est si important. De plus, des personnes représentant chacun des quatre programmes de coopération en réseau vous expliqueront leur façon de travailler et ce que ces programmes ont à offrir aux régions concernées.

Ce numéro d'Inforegio Panorama se refermera sur un article consacré à la conférence «*Telling the story*» qui, fin novembre 2007, a présenté de nouvelles manières de communiquer dans le cadre de la politique de cohésion.

J'espère sincèrement que vous trouverez intéressante cette palette d'articles et que ce numéro de Panorama vous encouragera à coopérer et à travailler en réseau dans l'un des 70 programmes de coopération territoriale européenne.



**Danuta Hübner**  
Commissaire chargée de la politique régionale





# La politique de cohésion, au cœur du processus de Lisbonne

**Le premier rapport sur les négociations relatives à la nouvelle génération de stratégies et programmes de la politique de cohésion met en évidence une réorientation claire en faveur de l'agenda révisé de Lisbonne, fixé en 2005.**



Renouveau urbain autour de la Patrick Street, à Cork, en Irlande.

La communication de la Commission européenne intitulée «Les États membres et les régions concrétisent la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi grâce à la politique de cohésion communautaire, 2007-2013», présentée en novembre 2007 conjointement par Mme Danuta Hübner, commissaire à la politique régionale, et par M. Vladimír Špidla, commissaire à l'emploi et aux affaires sociales, donne une première évaluation des résultats des négociations portant sur les nouveaux programmes et stratégies de la politique de cohésion.

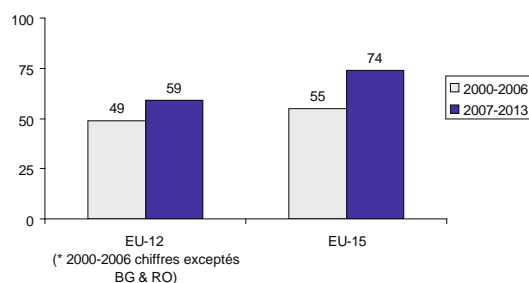
Du point de vue des priorités de financement, ce document montre qu'au titre du nouvel objectif «Convergence», 65 % des fonds devront être investis dans des objectifs liés à l'agenda de Lisbonne. Cette proportion représente une augmentation de 11 % comparativement à la période de programmation précédente. Les régions relevant de l'objectif «Compétitivité régionale et emploi», qui ont généralement affecté davantage de ressources aux mesures de type «Lisbonne», comptent également continuer à investir dans ce domaine une proportion élevée des fonds, à savoir 82 % du total, soit une légère augmentation par rapport à la période 2000-2006.

Les nouvelles règles de la politique de cohésion encouragent les États membres à pratiquer une telle «réservation» de fonds pour investir dans des mesures liées à l'agenda de Lisbonne. Au titre de cette disposition de réservation, des objectifs spécifiques ont été fixés par le Conseil européen en décembre 2005. Dans le cas des États membres de l'UE-15, pour lesquels la réservation est obligatoire, 74 % des fonds destinés à l'objectif «Convergence» et 83 % des fonds destinés à l'objectif «Compétitivité régionale et emploi» ont été affectés à des mesures liées à l'agenda de Lisbonne, des pourcentages nettement supérieurs aux objectifs fixés par le Conseil (respectivement 60 % et 75 %).

Pour les pays de l'UE-12 (États membres les plus récents), ces objectifs sont volontaires. Toutefois, les

documents de programmation indiquent un haut niveau d'ambition: 58 % des fonds destinés à l'objectif «Convergence» et 59 % des fonds destinés à l'objectif «Compétitivité régionale et emploi» ont été affectés à des mesures liées à l'agenda de Lisbonne.

Niveau de réservation par État membre 2007-2013  
(en % des fonds totaux)

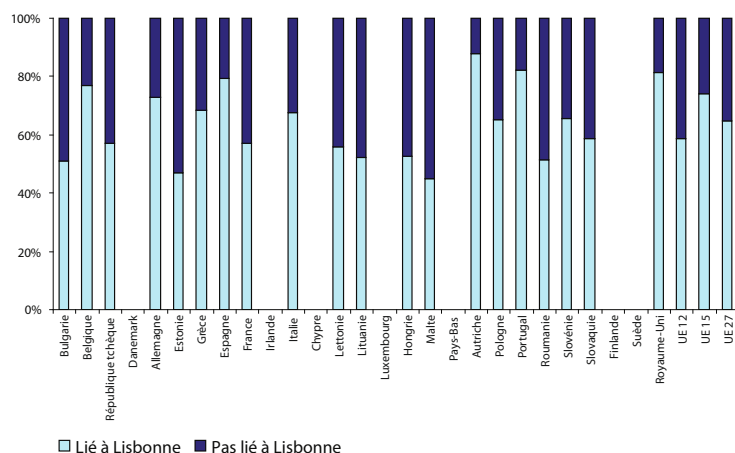


L'analyse par pays révèle une tendance à favoriser les mesures de type «Lisbonne» dans tous les États membres. Dans l'UE-15, les valeurs varient de 60 % (France) à 88 % (Autriche) pour les régions «Convergence», et de 67 % à 92 % (Danemark) pour les régions «Compétitivité régionale et emploi». Dans l'UE-12, alors que les engagements sont plus modestes, on note des investissements considérables dans d'autres secteurs fondamentaux pour le progrès économique, mais non pas dans les catégories présélectionnées.

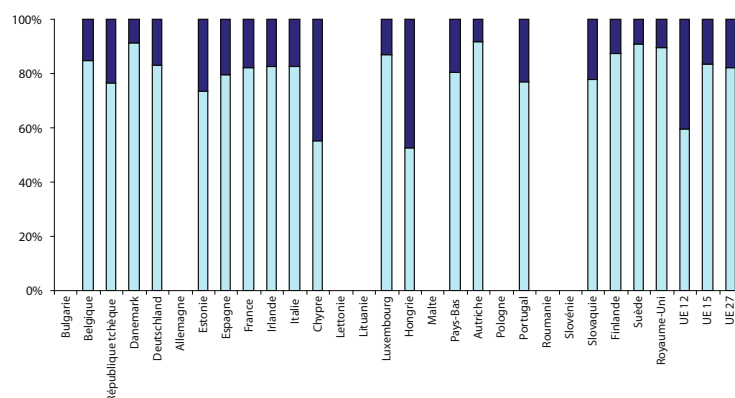
## Contribuer aux priorités de l'UE

En contribuant à la réalisation de l'agenda en matière de croissance et d'emploi, les nouveaux programmes attacheront de l'importance aux quatre actions prioritaires

Convergence



Compétitivité régionale et emploi



qui ont été fixées par les États membres lors du Conseil européen de printemps en mars 2006. Un accent particulier est placé sur l'action prioritaire n° 1, à savoir «Investir davantage dans la connaissance et l'innovation». Près de 83 milliards d'euros sont alloués aux investissements à mener dans ce domaine. Plus de la moitié de ces fonds sera investie dans des mesures d'amélioration de la capacité d'innovation des entreprises, au travers d'un soutien aux transferts technologiques et aux réseaux de coopération, ainsi que dans la R&D et l'éco-innovation.

Le reste des fonds est partagé entre le soutien à la diffusion et à l'utilisation des TIC par les entreprises et les citoyens; le développement des TIC en elles-mêmes; le soutien aux jeunes entreprises et au travail indépendant; le développement des compétences; et la promotion d'une main-d'œuvre plus flexible et plus capable de s'adapter. Dans l'ensemble, cette mise de fonds représente un doublement de l'investissement en R&D et un triplement de l'investissement en innovation, comparativement à la période 2000-2006. Dans les nouveaux États membres, la part occupée dans le budget total par les dépenses de R&D et d'innovation sera quatre fois supérieure à ce qu'elle a été dans la période précédente.

La promotion de l'esprit d'entreprise, qui est directement liée à l'action prioritaire n° 2 définie par le Conseil de printemps 2006, à savoir «**Exploiter le potentiel des entreprises, notamment des PME**», s'annonce comme un autre thème clé pour la période 2007-2013. Les États membres placent un accent particulier sur la fourniture de services d'appui aux entreprises, une activité qui sera dotée de quelque 19 milliards d'euros au cours des sept prochaines années, un montant équivalent à 5 % du total du budget de la politique de cohésion.

Une action apparentée est la promotion de nouvelles approches visant à améliorer l'accès des entreprises à des financements autres que les subventions, par exemple les emprunts ou le capital-risque. Dans ce domaine, les États membres ont tiré parti des possibilités offertes par l'initiative JEREMIE (ressources européennes conjointes pour les micro à moyennes entreprises), qui cherche à améliorer la disponibilité des produits innovants d'ingénierie financière dans les régions. L'investissement FEDER prévu au titre de JEREMIE pour 2007-2013 est estimé à plus de 2,5 milliards d'euros, avec un effet de levier financier privé escompté d'environ 12,5 milliards d'euros.

Le soutien à l'action prioritaire n° 3, «Améliorer l'employabilité par la flexicurité», sera assuré en grande partie en investissant dans des politiques actives du marché du travail, de nouvelles formes d'organisation du travail, la mise en œuvre de stratégies d'apprentissage tout au long de la vie et le développement de systèmes d'éducation et de formation mieux adaptés aux exigences futures en matière de compétences et de qualifications. Le soutien à accorder à cette priorité prévoit également



Le Centre régional pour l'innovation et le transfert de technologie (CRITT) à Charleville-Mézières, en France.

de promouvoir des partenariats afin d'activer la réforme des marchés du travail. Dans l'ensemble, la mise de fonds prévue à ce titre équivaut à quelque 70 milliards d'euros du budget de la politique de cohésion.

Les nouveaux programmes témoignent aussi de la grande importance accordée à l'action prioritaire n° 4, à savoir «**Améliorer la gestion des ressources énergétiques et évoluer vers une politique énergétique communautaire efficace et intégrée**». Étant donné qu'une grande partie des efforts à accomplir dans ce secteur incombe au secteur privé, le niveau des dépenses en termes absolus prévu au titre des programmes paraît modeste par comparaison avec d'autres domaines. Toutefois, si l'on compare la situation avec la période 2000-2006, les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique seront cinq fois supérieurs pour ce qui est de l'objectif «Convergence» et sept fois supérieurs pour l'objectif «Compétitivité régionale et emploi».

## Les autres priorités importantes de Lisbonne et de l'UE

Les investissements accrus dans les catégories liées à l'agenda de Lisbonne viseront également d'autres domaines qui sont importants pour la compétitivité économique. Les nouveaux programmes de cohésion entendent créer des situations bénéfiques à tous en renforçant les synergies possibles entre protection environnementale et croissance. Dans ce domaine, les priorités comprennent la fourniture de services environnementaux tels que l'approvisionnement en eau propre, les infrastructures de traitement de déchets et d'eaux usées, une gestion améliorée des ressources naturelles, la décontamination des terrains à mettre



**Besoin de systèmes d'enseignement et de formation mieux adaptés aux exigences futures en matière de compétences et de qualifications.**

en valeur et la protection contre les risques environnementaux. Dans l'ensemble, quelque 51 milliards d'euros devraient être investis dans ces domaines.

Les États membres et les régions éligibles à un financement au titre de l'objectif «Convergence» du Fonds de cohésion ont également accordé une priorité au développement des réseaux transeuropéens de transport (RTE-T). Environ la moitié du total des fonds destinés aux transports (76 milliards d'euros) sera affectée aux projets RTE-T (38 milliards d'euros). Les autres priorités en matière de transport concernent les investissements dans les connexions secondaires à réaliser pour améliorer l'accessibilité aux réseaux RTE-T ainsi que la promotion de systèmes de transport plus durables du point de vue de l'environnement. Les dépenses prévues dans ce dernier domaine représentent près de 45 % du total des fonds alloués aux transports, soit environ 34 milliards d'euros.

Quelque 32 milliards d'euros seront investis dans des actions visant à améliorer l'accès à l'emploi pour les femmes, les travailleurs âgés, les jeunes et les personnes évoluant en marge du marché du travail. Un montant additionnel de 1,9 milliard d'euros servira à appuyer la modernisation des institutions du marché du travail, et un montant similaire sera alloué à des actions dont le but sera de réduire la ségrégation des hommes et des femmes sur le marché du travail et de promouvoir la conciliation entre le travail et la vie privée. De plus, un montant de 13,5 milliards d'euros devrait être investi dans des mesures visant à améliorer l'adaptabilité des travailleurs, des entreprises et des entrepreneurs aux exigences d'une économie et d'un marché du travail changeants.

Signe de l'importance attachée au retour économique des investissements dans l'éducation, un montant de 25,3 milliards d'euros servira à soutenir la réforme des systèmes d'éducation et de formation, notamment des actions de mise en place de stratégies efficaces d'apprentissage tout au long de la vie et des mesures de soutien en faveur des groupes à risques, par exemple les jeunes ayant quitté l'école prématurément. Enfin, certains programmes, en adoptant une approche intégrée du développement, ont également organisé des actions relatives aux problèmes de territoires spécifiques afin de promouvoir un modèle de développement plus équilibré. Certaines des initiatives lancées dans les zones urbaines font en outre appel à JESSICA (soutien communautaire conjoint pour un investissement durable dans les zones urbaines), un programme soutenu par la Banque européenne d'investissement.

### **Promouvoir la bonne gouvernance et le partenariat**

L'analyse présentée dans ce rapport confirme la présence d'un degré élevé de coopération entre les personnes chargées de

coordonner la mise en œuvre des programmes nationaux de réforme (PNR) — convenus en 2005 par chaque État membre dans le cadre de la stratégie de Lisbonne — et les personnes responsables de la préparation des stratégies et programmes de la politique de cohésion. Cette analyse donne également à penser que, même si les approches du partenariat varient d'un pays à l'autre en fonction de la situation institutionnelle, dans beaucoup de pays, les structures permettant l'implication de partenaires dans la programmation se sont améliorées par comparaison avec la période de programmation précédente. La gestion plus décentralisée des programmes de la période 2007-2013 offre aussi aux acteurs, notamment les autorités urbaines et les partenaires sociaux, la possibilité de s'impliquer davantage, au-delà de la phase de programmation.

### **Renforcer les capacités administratives**

Des administrations et services publics efficaces sont considérés comme fondamentaux pour la croissance économique. À ce titre, ces éléments sont directement liés aux objectifs de l'agenda révisé de Lisbonne. Des fonds d'environ 3,6 milliards d'euros aideront les pays et régions les moins développés à moderniser leurs administrations et services publics aux niveaux national, régional et local. Un soutien sera offert aux actions visant à améliorer la qualité de la réglementation, ou à renforcer la capacité d'élaboration de politiques et programmes efficaces. Seront notamment concernés la formation du personnel, la création de services accessibles et de qualité pour les citoyens, et le renforcement des administrations territoriales.

### **Prochain rapport en 2008**

Au printemps 2008, la Commission dressera un rapport plus détaillé à la suite des conclusions des négociations relatives aux programmes de la période 2007-2013. De plus, à partir de l'année 2008, elle insérera dans le rapport d'avancement annuel qu'elle présente au Conseil européen de printemps un résumé des rapports établis par les États membres sur la contribution des programmes à la mise en œuvre des PNR. En 2009, les États membres seront tenus de présenter une évaluation stratégique de la façon dont leurs programmes auront contribué à atteindre leurs objectifs initiaux, en particulier ceux qui sont liés aux priorités définies par les orientations stratégiques communautaires et par les orientations intégrées pour la croissance et l'emploi contenues dans l'agenda de Lisbonne. Ensuite, en 2010, la Commission dressera un rapport pour synthétiser les rapports des États membres et apporter une réflexion sur l'opportunité et la nécessité d'ajuster la programmation à la lumière des enjeux qui se dessinent.



## INTERREG, superflu ou indispensable?

Par Colin Wolfe<sup>(1)</sup>

**On ne peut décemment reprocher à l'automobiliste qui roule de Bruxelles à Strasbourg en passant par Luxembourg de croire que les frontières n'existent plus dans l'UE. Pourtant, même dans cette région au cœur même de l'Europe, le rôle d'Interreg reste crucial pour neutraliser l'influence des frontières et réaliser un marché intérieur fonctionnant avec efficacité.**



Trafic intense sur une voie pour camions traversant la frontière belgo-franco-luxembourgeoise.

Toutes les frontières de l'UE ne sont pas équipées de barrières. Pour vous qui roulez de Bruxelles à Strasbourg en passant par Luxembourg, hormis les différences dans les prix du carburant et les couleurs des panneaux indicateurs, l'Europe semble libre de barrières.

Toutefois, même dans cette région située au cœur même de l'Europe, des blocages persistent. Les hôpitaux font double emploi. Les services de police, d'incendie et d'ambulances doivent souvent s'arrêter à la frontière. Pourtant, l'inondation qui menace votre cave a peut-être pour origine une tempête qui s'est abattue sur un bassin fluvial en amont, situé dans le pays voisin. Rarement transfrontaliers, les parcs d'entreprises ou scientifiques se concurrencent plus qu'ils ne s'entraident. Et nous parlons de frontières européennes qui sont parmi les plus intégrées. Si vous virez à l'est de Strasbourg sur le Rhin, vous atteignez l'autre grand fleuve de l'Europe, le Danube. Ici, les frontières sautent aux yeux. Si les camions de pompiers doivent s'arrêter à ces frontières, ce n'est pas pour des problèmes d'assurance mais parce qu'aucun pont ne permet de les traverser.

### La coopération territoriale européenne

C'est précisément ce type de problème qui empêche l'UE de fonctionner de façon optimale. Alors que la diversité régionale est sans aucun doute une caractéristique de l'UE très souhaitable, l'isolement régional présente beaucoup moins

d'attrait. Les différences dans les horaires des trains reviennent cher si elles obligent l'utilisateur à attendre sur la plateforme transfrontalière parce qu'il arrive en gare cinq minutes après le départ de sa correspondance. L'entente internationale n'est pas encouragée chez les voyageurs qui s'égarent en raison des différences de panneaux indicateurs.

Les programmes communautaires Interreg cherchent à résoudre ces problèmes. La facette transfrontalière de ces programmes (volet A) vise les frontières individuelles ou, comme autour du Luxembourg, les endroits où plusieurs frontières se rejoignent. La facette transnationale (volet B) se concentre sur des zones plus vastes ou des régions internationales, par exemple la mer Baltique ou l'espace alpin, et s'occupe donc de problèmes à plus grande échelle (pollution marine, recul de la limite des neiges). Quant à la facette interrégionale d'Interreg (volet C), elle rassemble tous les États membres de l'UE-27 ainsi que la Norvège et la Suisse. Si les Européens ont quelque chose à apprendre les uns des autres et s'ils veulent éviter de continuellement réinventer la roue, alors ce volet C a beaucoup à leur offrir.

### La coopération territoriale européenne en quelques données

- L'un des trois objectifs de la politique de cohésion de l'UE (outre les objectifs «Convergence» et «Compétitivité»)
- Connue sous l'appellation «Interreg».
- À présent au stade de sa quatrième série de programmes.
- Budget 2007-2013 supérieur à 8,7 milliards d'euros (prix courants), contre 5,5 milliards d'euros en 2000-2006.
- Quelque 70 programmes répartis dans toute l'UE.

(1) Chef d'unité, Coopération territoriale, DG de la politique régionale, Commission européenne.



Construction d'une nouvelle route entre la Grèce et la Bulgarie.

### Interreg A — Coopération transfrontalière

La coopération transfrontalière cherche avant tout à «comblar les fossés». Que les problèmes rencontrés pour traverser la frontière concernent les infrastructures (construction de ponts), les marchés et services (création de liens entre universités, entreprises et clients) ou des barrières culturelles ou linguistiques, Interreg A est conçu pour les résoudre. Il utilise pour ce faire des analyses et des stratégies de réponse transfrontalières qui ont été convenues et formalisées dans le cadre de l'un des 52 programmes transfrontaliers. Interreg A s'attelle à une grande diversité de sujets, parmi lesquels :

- la promotion de l'esprit d'entreprise, notamment en ce qui concerne le développement des PME, du tourisme, de la culture et du commerce transfrontalier;
- l'amélioration de la gestion conjointe des ressources naturelles;
- le soutien aux liens existant entre zones urbaines et rurales;
- l'amélioration de l'accès aux réseaux de transport et de communication;
- le développement de l'utilisation conjointe des infrastructures;
- le travail dans les domaines de l'administration, de l'emploi et de l'égalité des chances.

#### Coopération transfrontalière

- Connue sous l'appellation «Interreg volet A»
- 52 programmes
- Plus de 70 % du budget, soit 5,4 milliards d'euros

### Interreg B — Coopération transnationale

La coopération transnationale est menée à plus grande échelle. Elle encourage les liens entre de vastes régions impliquant plusieurs pays. Comme pour la mer Baltique et l'espace alpin, cités plus haut, d'autres programmes couvrent les zones maritimes telles que la mer du Nord, la Méditerranée ou la zone atlantique, ainsi que de vastes régions de terre ferme comme le nord-ouest ou le sud-est de l'Europe. Cette coopération de grande envergure permet le développement d'une approche commune de problèmes affectant des bassins fluviaux ou

chaînes de montagnes pris dans leur ensemble. Les programmes ajoutent une importante dimension extra-européenne au développement régional, construite à partir d'analyses menées à l'échelon européen et se concrétisant par des priorités communes et une réponse stratégique coordonnée. De la sorte, il est possible de mener des travaux réellement significatifs dans des domaines tels que les corridors de communication, la gestion des inondations, les liaisons internationales en matière de commerce et de recherche, et le développement de marchés plus viables et durables. De plus, la coopération transnationale permet la mise en place d'un cadre commun d'investissement stratégique à utiliser pour d'autres ressources, allant des fonds de l'objectif «Convergence» aux instruments à levier financier, ce qui offre un potentiel d'impact considérable. Les sujets couverts sont :

- l'innovation, surtout concernant les réseaux d'universités, d'institutions de recherche et de PME;
- l'environnement, en particulier les ressources hydriques, les fleuves, les lacs et les mers;
- l'accessibilité, notamment des télécommunications, et en particulier la réalisation de réseaux;
- le développement urbain durable, surtout polycentrique.

#### Coopération transnationale

- Connue sous l'appellation «Interreg volet B»
- Vastes régions internationales
- 13 programmes: mer du Nord, mer Baltique, périphérie Nord, Méditerranée, espace alpin, Europe du sud-ouest, Europe du nord-ouest, Europe centrale, espace atlantique, Europe du sud-est, îles de Madère, Açores et Canaries, Réunion, Caraïbes
- Plus de 25 % du budget, soit 1,8 milliard d'euros



Karlsruhe (Allemagne) a bénéficié d'un programme de développement touristique transfrontalier avec le soutien d'INTERREG "PAMINA".

### Interreg C — Coopération interrégionale

Ménée au niveau paneuropéen, la coopération interrégionale couvre la totalité des 27 États membres de l'UE et davantage. Elle se concrétise par la mise en place de réseaux permettant de développer les bonnes pratiques et de faciliter la diffusion des enseignements et des expériences engrangés par les régions couronnées de succès. Elle permet de montrer ce que les régions font bien, au bénéfice de celles qui sont encore



en phase d'investissement. Un élément clé de ce volet est l'initiative «Les régions, actrices du changement économique», qui va au-delà du partage des bonnes idées en suscitant l'implication de tous les responsables politiques concernés. La Commission européenne soutient aussi cette initiative en lui apportant des compétences spécialisées et des conseils de politique afin d'accélérer les travaux dans des domaines tels que la société de l'information ou la gestion des ressources marines. L'idée est de mobiliser les savoir-faire et en particulier les nouvelles idées, et de les exploiter de façon aussi large que possible. L'accent est mis sur les liens avec les programmes de convergence et de compétitivité afin de traduire ces idées en investissements. Les sujets couverts sont:

- l'innovation et l'économie de la connaissance;
- l'environnement et la protection contre les risques.

### Coopération interrégionale

- Connue sous les appellations Interreg volet C, INTERACT, URBACT, ESPON
- Couvre la totalité de l'UE, la Norvège et la Suisse
- Budget de plus de 445 millions d'euros

Pour conclure, ces programmes de coopération territoriale soulignent la dimension européenne comme suit:

- la coopération transfrontalière d'Interreg A «comble les fossés» et contribue à supprimer les obstacles des frontières;
- la coopération transnationale d'Interreg B «développe des zones transeuropéennes»;
- la coopération interrégionale d'Interreg C «mobilise les connaissances de développement régional» à l'échelon européen.

Pendant la période 2000-2006, la nécessité de telles approches a été démontrée. Même si plus de 13 000 projets ont bénéficié d'une aide, seule une partie de la demande a été satisfaite. Pour 2007-2013, les attentes sont supérieures, tant du point de vue du nombre et des stratégies que de celui de l'impact à obtenir. Cette nouvelle période de programmation nous offre l'opportunité de reproduire les conditions de conduite «Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg» dans d'autres régions visées par la coopération territoriale.



Le centre de l'association «Frau und Arbeit» (Femme et Travail) soutient les femmes dans la création de leur entreprise à Salzburg, en Autriche.

### Deux décennies d'Interreg

C'est en 1989 que la Commission européenne accorde pour la première fois des aides à la coopération territoriale, octroyant à 14 groupes de projets pilotes quelque 21 millions d'écus au titre de l'article 10 du FEDER. Ces projets avaient pour but de remédier aux difficultés de développement structurel rencontrées par les régions frontalières.

En 1990, sur la base de l'expérience acquise avec ces projets pilotes, la Commission crée le programme communautaire Interreg. **Interreg I** (1990-1994), conçu pour préparer les régions frontalières à une Communauté sans frontières intérieures, est mis en œuvre au travers de 31 programmes opérationnels et implique un investissement de 1,082 milliard d'écus. Lancée la même année comme complément du programme Interreg, l'initiative REGEN vise à compléter certains liens manquants dans le réseau transeuropéen de transport et de distribution d'énergie dans les régions du type «Objectif 1».

**Interreg II** (1994-1999), qui combine les objectifs d'Interreg I et de REGEN, est mis en œuvre par le biais de 59 programmes opérationnels différents. Ce programme est doté d'une allocation budgétaire totale de 3,519 milliards d'écus (aux prix de 1996), répartie sur trois volets bien distincts: Interreg IIA (1994-1999) – coopération transfrontalière; Interreg IIB (1994-1999) – réalisation des réseaux énergétiques; Interreg IIC (1997-1999) – coopération dans le domaine de la planification régionale, en particulier la gestion des ressources en eau.

**Interreg III** (2000-2006), doté d'un budget total de plus de 5 milliards d'euros, se composait aussi de trois volets: coopération transfrontalière (volet A, 53 programmes), coopération transnationale (volet B, 13 programmes) et coopération interrégionale (volet C, 4 programmes).

Pour la période 2007-2013, **Interreg IV** est à présent devenu le troisième objectif de la politique de cohésion de l'UE: l'objectif de «coopération territoriale européenne». Un montant de 8,7 milliards d'euros a été libéré pour cet objectif, lui aussi divisé en trois volets: 6,44 milliards d'euros pour la coopération transfrontalière, 1,83 milliard d'euros pour la coopération transnationale et 445 millions d'euros pour la coopération interrégionale.





## Le groupement européen de coopération territoriale



Discussion du groupe lors d'un séminaire INTERACT.



Le «groupement européen de coopération territoriale» (GETC) est un nouvel instrument juridique qui vise à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et régionale. Contrairement aux structures qui ont régi ces types de coopération jusqu'en 2007, le GETC est une entité juridique, avec toutes les compétences et obligations que ce statut implique. Il peut donc acheter et vendre des biens ou employer du personnel. Dirk Peters, conseiller juridique à l'unité juridique de la DG RÉGIO, nous en apprend davantage sur le sujet.

**Q.:** M. Peters, vous avez participé aux négociations portant sur le règlement relatif au groupement européen de coopération territoriale (GETC)<sup>(1)</sup>. Pour quelle raison la Commission a-t-elle proposé ce règlement?

**R.:** L'expérience acquise par la Commission en matière de programmes et projets de coopération remonte au début de l'initiative communautaire Interreg en 1990. À cette époque, les divers systèmes juridiques et administratifs constituaient un réel obstacle à la mise en œuvre de ces programmes et projets. Dans certaines zones frontalières, il était possible d'établir conjointement des entités juridiques fondées sur des traités bilatéraux ou trilatéraux au titre de la «convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière» du Conseil de l'Europe, signée en 1980 à Madrid. Mais, même dans ce contexte, il n'était pas possible de résoudre tous les problèmes, en particulier ceux qui avaient trait à la coopération transfrontalière. Dans nombre d'autres

(1) Règlement (CE) N° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT), J.O. N° L 210 du 31.7.2006, p. 19.





Coopération pour un don d'organe entre le Danemark et la Suède.

régions frontalières, surtout dans les nouveaux États membres, de tels traités n'existent pas. C'est pour cette raison que le commissaire Barnier, lui-même issu d'une région frontalière (la Savoie, en France), a proposé, dans le 3<sup>e</sup> rapport sur la cohésion économique et sociale (celui de 2004), la création d'un nouvel instrument juridique ayant la forme d'une structure de coopération européenne. Ce projet de règlement a ensuite été intégré dans l'ensemble législatif applicable à la période de programmation 2007-2013 pour la nouvelle politique de cohésion.

**Q.: Qu'est-ce que le groupement européen de coopération territoriale?**

**R.:** Le GECT est un nouvel instrument juridique qui relève du droit communautaire et non pas du droit international comme la convention-cadre signée à Madrid. Comme pour tout autre instrument de ce type, le règlement sur le GECT ne nécessite pas de ratification ni de négociation dans le cadre de traités bilatéraux ou multilatéraux mais il est contraignant pour tous les États membres et directement applicable sur leur territoire. Ainsi, ce règlement en soi permet aux collectivités régionales et locales des divers États membres ainsi qu'à certains organismes régis par le droit public ou des associations de toutes ces collectivités, d'établir des groupements dotés d'une personnalité juridique afin de mettre en œuvre des programmes et projets de coopération.

**Q.: Le GECT est un meilleur outil de gestion que d'autres instruments existant dans le cadre du droit international ou national; pourtant, la proposition a été difficilement acceptée par les États membres. Quelle était la raison de ces réticences?**

**R.:** Il est effectivement difficile de comprendre ces réticences pour qui accepte le principe de base du droit communautaire: si une municipalité d'un État membre peut établir un organisme conjoint avec une municipalité voisine du même État membre dans le but d'exploiter une ligne de bus ou une station d'épuration des eaux, ou si une région peut gérer un parc naturel ou une agence de développement régional conjointement avec une région voisine du même État membre, le règlement communautaire leur permet de faire de même avec des entités situées de l'autre côté de la frontière, à l'intérieur de la Communauté. Ce principe comporte un aspect de non-discrimination. Malheureusement, certaines autorités centrales considèrent encore la coopération transfrontalière comme de la coopération extérieure, alors qu'il s'agit en réalité d'une coopération interne à la Communauté ou, en d'autres termes, d'une coopération menée au sein du Marché unique.

**Q.: La version du règlement qui a finalement été adoptée à l'unanimité reflète-t-elle cette attitude quelque peu prudente des États membres?**

**R.:** Oui, en effet. Permettez-moi de commenter deux des points ayant le plus prêté à controverse: la proposition initiale de la Commission ne prévoyait pas que les États membres puissent eux-mêmes devenir membres d'un GECT; par ailleurs, les autorités centrales n'étaient pas censées mener une procédure de contrôle *ex ante*. Concernant le premier point, nous avons compris qu'il fallait impliquer les autorités centrales car les compétences sont très asymétriques d'un État membre à l'autre. Ainsi, les compétences de certains Länder en Allemagne correspondent à celles du gouvernement central en France, les collectivités régionales françaises ne disposant pas des mêmes compétences que les Länder. Ce facteur a encore plus d'influence dans les plus petits États membres dépourvus d'un niveau régional, où ces compétences sont assumées par le gouvernement central. Au sujet du deuxième point controversé, il est devenu évident que le règlement dans son ensemble ne pouvait être adopté qu'une fois les États membres assurés de pouvoir exercer un contrôle *ex ante*. Toutefois, il faut savoir que le droit d'établir un GECT accordé directement par le règlement aux collectivités régionales et locales signifie que les États membres doivent autoriser la participation à un GECT, sauf si certaines conditions ne sont pas respectées. L'article 4 du règlement ne dit pas que les États membres peuvent autoriser la participation si certaines conditions sont respectées. La Commission sera ici très attentive à ce que le règlement soit mis en œuvre correctement et effectivement.

**Q.: À propos de cet aspect de mise en œuvre du règlement: les gens parlent des règles de transposition nationale avant l'application réelle du règlement. Celui-ci n'est-il pas vraiment une directive?**

**R.:** Pendant les OPEN DAYS d'octobre 2007, plusieurs séminaires ont été spécifiquement consacrés aux GECT. En fait, le nombre des membres de collectivités régionales et nationales de la Communauté et en dehors désireux de participer était beaucoup plus important que les places disponibles. Nombreux sont ceux qui attendent de constituer des GECT conjoints. Il est vrai que certains représentants nationaux ont essayé d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas informé la Commission des dispositions nationales (à adopter pour l'échéance du 1<sup>er</sup> août 2007) assurant l'entrée en vigueur du règlement, en argumentant que celui-ci était une directive «déguisée». En réalité, le règlement sur le GECT s'inscrit dans le droit fil des autres règlements établissant une entité légale en vertu du droit communautaire: il demande explicitement aux États membres d'adopter des règles de mise en œuvre nationale. C'est par exemple le cas du groupement européen d'intérêt économique, de la société européenne et de l'entreprise européenne. Même les règlements «normaux» comme le règlement général sur les Fonds structurels<sup>(2)</sup> requièrent, dans certains États membres, un acte parlementaire pour fixer les tâches respectives des niveaux central et régional. Il est clair que la Commission veillera à ce que tous les États membres adoptent ces règles nationales. Néanmoins, en l'absence de telles règles et depuis le 1<sup>er</sup> août 2007, les États membres ne peuvent, au seul motif qu'ils ne les ont pas encore adoptées, s'opposer au droit

d'établir un GECT que le règlement confère directement à leurs régions. C'est là que réside toute la différence avec une directive.

**Q.: Sur un plan plus pratique, pour quels types de coopération un GECT peut-il être utilisé?**

**R.:** Le règlement énumère les quatre types de coopération suivants: 1) mettre en œuvre des programmes de coopération territoriale, 2) mettre en œuvre des projets cofinancés au titre des Fonds structurels et/ou du Fonds de cohésion, 3) réaliser d'autres actions spécifiques de coopération territoriale avec ou 4) sans contribution financière communautaire. Le qualificatif «territorial» recouvre tous les types de coopération: transfrontalière, transnationale ou interrégionale. Dans le but d'exécuter ces tâches, un GETC peut mettre en place sa propre structure, posséder des actifs et employer du personnel.

**Q.: Pouvez-vous nous donner quelques exemples?**

**R.:** Pour le premier type de coopération, certains programmes au titre du nouvel objectif de coopération territoriale européenne seront gérés par un GECT, qui agira en tant qu'autorité de gestion du programme (par ex. la «Grande région» autour de Luxembourg, avec des régions partenaires en Belgique, France et Allemagne). Un des avantages majeurs de cette formule est que le GECT, doté de sa propre personnalité juridique, signera les contrats avec le bénéficiaire principal, quel que soit le lieu d'établissement de celui-ci. Les projets de coopération (type 2) pourraient viser l'exploitation d'un service transfrontalier de transport ou de santé au titre d'un programme de l'objectif Coopération ou de deux programmes Convergence «nationaux». D'autres programmes communautaires comme le 7<sup>e</sup> programme-cadre de recherche et développement technologique ou le programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation peuvent cofinancer les projets de coopération présentés par des entités de deux États membres (type 3). Pour finir, le quatrième type pourrait couvrir des projets concrets sans financement communautaire (ou après son obtention) ou des plates-formes plutôt de type «gouvernance» afin de donner une structure juridique permanente à une «eurorégion» correspondant à une certaine zone transfrontalière ou transnationale.

**Q.: Pour conclure, pourriez-vous me dire quelques mots sur la façon de constituer un GECT?**

**R.:** Les futurs membres du GECT doivent élaborer une convention et des statuts, qui doivent être notifiés aux autorités nationales compétentes. Celles-ci ont trois mois pour approuver la participation de ces membres, avec l'obligation de justifier toute décision de refus. Le GECT acquiert la personnalité juridique le jour de l'enregistrement ou de la publication des statuts. La Commission coopère étroitement avec le Comité des régions<sup>(3)</sup> et avec le nouveau programme INTERACT<sup>(4)</sup> pour soutenir et conseiller les régions qui souhaitent cette «avancée radicale concernant les possibilités de mise en œuvre de la coopération territoriale» qu'est le GECT — pour reprendre les mots de la commissaire Hübner. Pour conclure, je souhaiterais paraphraser la devise des OPEN DAYS de cette année: l'EGTC, il s'agit de «produire des résultats».

(2) [www.interact-eu.net](http://www.interact-eu.net)

(3) [www.cor.europa.eu/en/activities/egtc\\_studies.htm](http://www.cor.europa.eu/en/activities/egtc_studies.htm)

(4) [www.interact-eu.net](http://www.interact-eu.net)



## «D'Interreg IIIC à Interreg IVC – l'étape suivante vers les objectifs de Lisbonne et de Göteborg»



**Michel Lamblin**, directeur du programme Interreg IVC

Adopté par la Commission européenne en septembre 2007, le nouveau programme de coopération interrégionale (abrégié en «Interreg IVC») sera financé à hauteur de 321 millions d'euros par le Fonds européen de développement régional (FEDER) pendant la période 2007-2013. Il couvre la totalité des 27 États membres ainsi que la Norvège et la Suisse, qui apportent leur propre financement. Ce programme a pour but de mettre en place un cadre pour l'échange d'expériences entre les institutions régionales et locales des divers pays concernant des défis communs dans des domaines tels que la mondialisation, le changement démographique, l'approvisionnement énergétique et le changement climatique.

Parallèlement au lancement de ce nouveau programme, les projets Interreg IIIC touchent à leur fin. Ceux-ci impliquent plus de 2600 partenaires dans 263 opérations et voient la participation de régions de tous les États membres de l'UE. Près de la moitié de ces opérations visent des questions relatives au développement économique, à la création d'emplois, à l'esprit d'entreprise, à la société de l'information et à l'innovation technologique. Des résultats significatifs ont été obtenus quant à l'identification des bonnes pratiques et, plus important encore, au transfert de ces pratiques entre les régions.

Cela étant dit, quel avenir attend cette nouvelle période budgétaire 2007-2013? La coopération interrégionale continuera à se développer dans le cadre du programme Interreg IVC. Elle mettra à profit le succès du programme IIIC, dont certains aspects ont été conservés, tout en introduisant de nouvelles priorités et approches.



*Le projet INTERREG "ChangeLAB" vise à encourager les modèles de consommation respectueux de l'environnement sans atteinte à la qualité de vie ni à la prospérité.*

Je me réjouis de cette poursuite de la coopération interrégionale. Il est important que les collectivités régionales et locales soient en mesure de continuer à travailler ensemble et à bénéficier de leurs expériences mutuelles. Cela montre que la Commission européenne et les États membres sont conscients du fait que la coopération interrégionale facilite réellement l'amélioration des politiques régionales. Le maintien

de la coopération interrégionale est d'autant plus important que les régions, en recevant une aide adéquate, peuvent grandement contribuer à la réalisation des objectifs de Lisbonne et de Göteborg.

### Les objectifs de Lisbonne et de Göteborg, piliers majeurs du programme Interreg IVC.

Nommés d'après les villes qui ont accueilli les Conseils européens en 2000 et 2001 respectivement, les objectifs de Lisbonne et de Göteborg englobent une vaste stratégie visant à accroître la compétitivité de l'UE et à atteindre une croissance durable. L'accent ayant été mis sur des axes économiques (Lisbonne) et environnementaux (Göteborg), les régions ont été identifiées comme des partenaires clés pour contribuer à atteindre ces objectifs.

Les opérations futures se concentreront donc sur deux priorités: innovation et économie de la connaissance, d'une part, et environnement et prévention des risques, d'autre part. Neuf sous-thèmes relevant de ces deux priorités ont été déterminés. Une part d'environ 55 % du budget de 321 millions d'euros a été affectée aux thèmes de la priorité n° 1 (économiques), et 39 % aux thèmes de la priorité n° 2 (environnementaux); 6 % du budget ont été alloués à l'assistance technique aux programmes. À l'heure actuelle, environ 75 % des opérations menées au titre d'Interreg IIIC visent ces priorités.

Contrairement au programme Interreg IIIC, auquel on a appliqué une division en quatre régions administratives, Interreg IVC est doté d'une autorité de gestion (Région Nord Pas-de-Calais) et d'un secrétariat conjoint, basé à Lille, en France. Quatre Points d'information ont été installés dans diverses villes d'Europe: à Rostock (Allemagne), Katowice (Pologne), Valence (Espagne) et au sein du secrétariat à Lille. Ces implantations servent de points de contact pour les projets et pour les régions.

Interreg IVC permet deux types d'interventions: les projets d'«initiative régionale», centrés sur l'échange d'expériences et le transfert de bonnes pratiques, et les projets de «capitalisation», notamment des projets à volets accélérés qui visent à optimiser l'intégration des résultats et des bonnes pratiques dans les programmes généraux.

Un grand intérêt a déjà été manifesté pour le programme Interreg IVC. Le secrétariat technique conjoint peut aider les candidats de plusieurs façons: foire aux questions, séminaires pour les candidats principaux et services de consultance individuelle. Toutes les informations disponibles peuvent être téléchargées sur le site Web d'Interreg IVC.

### INTERREG IVC

**Activité principale:** coopération interrégionale

**Contribution de l'UE (FEDER):** 321 millions d'euros

**Pays concernés:** 27 États membres de l'UE, Norvège et Suisse

**Autorité de gestion:** Région Nord Pas-de-Calais (France)

**Contact:** [info@interreg4c.net](mailto:info@interreg4c.net) (<http://www.interreg4c.net>)



## «De URBACT I à URBACT II: une ère nouvelle pour la coopération et l'échange urbains»



Anne-Laure Guignard, Chargée de mission communication du programme URBACT

Le programme URBACT a été créé par la Commission européenne et 14 États membres dans le but de développer les échanges d'expériences transnationaux entre les villes participant aux programmes URBAN I et II. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, toutes les villes des nouveaux États membres peuvent aussi participer à cette initiative, qui cherche à tirer des enseignements des actions antérieures et à diffuser les connaissances qui en résultent dans toutes les villes européennes.

### URBACT I 2002-2006: un laboratoire pour les territoires confrontés à des difficultés

Le programme URBACT I a vu la participation de 230 villes, dont un tiers de villes situées dans les nouveaux États membres. Il avait pour objectif principal de créer et de faciliter la création de réseaux thématiques et de groupes de travail actifs dans les domaines de la régénération urbaine, du développement local, de la citoyenneté et de la jeunesse.

- **20 réseaux thématiques:** créés autour de thèmes spécifiques de politique urbaine, ces réseaux ont

suivi une approche intégrée. Chaque réseau a déterminé sa propre approche, ses questions clés et ses projets pratiques.

- **8 groupes de travail thématiques:** pendant 18 mois, ces groupes de travail ont réuni des praticiens de terrain, des experts et des universitaires travaillant sur une problématique précise choisie parce qu'elle est une question particulièrement travaillée par plusieurs réseaux et parce qu'elle fait partie des priorités définies au niveau communautaire.
- **Transfert de connaissances (par ex. l'initiative «Support for cities»):** principalement destinée aux nouveaux États membres, cette action visait à apporter aux villes participantes un appui sous forme de compétences et de connaissances, dispensées par des experts rompus à la politique urbaine intégrée. Le but poursuivi était de permettre la définition et le développement de stratégies urbaines intégrées. L'action a vu la participation de 43 villes de huit pays.
- **Outils de capitalisation:** la capitalisation repose sur certains outils et ressources mis à la disposition des acteurs locaux: dossiers thématiques placés sur le site web, groupes de travail thématiques transversaux, conférences thématiques.



URBAN-II-Forum à Dortmund-Nordstadt, en Allemagne.

## URBACT II 2007-2013: le nouveau défi

Le nouveau programme opérationnel a été approuvé le 2 octobre 2007, et URBACT II a été officiellement lancé lors de la conférence de Berlin en novembre. Les priorités de ce nouveau programme sont conformes aux objectifs de Lisbonne et de Göteborg en matière de développement urbain durable, mais aussi à la nouvelle initiative de la Commission intitulée «Les régions, actrices du changement économique». Deux priorités thématiques ont été définies:

**Priorité n° 1:** Les villes, moteurs de croissance et d'emploi

- Promotion de l'esprit d'entreprise
- Amélioration de l'innovation et de l'économie de la connaissance
- Emploi et capital humain

**Priorité n° 2:** Des villes attractives et cohésives

- Développement intégré des zones défavorisées ou qui risquent de le devenir
- Intégration sociale
- Environnement urbain

Le programme URBACT II adopte une approche plus large qu'URBACT I. Il est ouvert à toutes les villes de l'UE, à la Norvège et à la Suisse ainsi qu'aux collectivités régionales et aux universités.

Afin d'accroître l'impact et la valeur d'exemple des échanges, chaque ville partenaire s'engagera à élaborer un **plan d'action local**, fondé sur un **groupe d'appui local**. Des réseaux thématiques et des groupes de travail permettront l'implication du plus grand nombre possible d'**autorités de gestion** des programmes opérationnels. Un appel à propositions relatif à la création des réseaux thématiques et des groupes de travail est en cours.

De plus, des pôles thématiques seront créés pour veiller à ce que le programme tire réellement parti des informations disponibles. Dans divers États membres, des points de diffusion nationale seront établis et des conférences régionales organisées afin de relayer l'information entre le programme URBACT II et les acteurs locaux.

## URBACT II

**Activité principale:** échanges transnationaux en matière de développement urbain intégré

**Contribution de l'UE (FEDER):** 53 319 170 euros

**Pays concernés:** les 27 États membres de l'UE, la Norvège et la Suisse

**Autorité de gestion:** ministère français de la politique urbaine

**Contact:** [www.urbact.eu](http://www.urbact.eu)



Rénovation dans le cadre de l'initiative URBAN à Vienne, Autriche.

## «INTERACT: promouvoir la bonne gouvernance dans les programmes de coopération»

**Sarah Hayes**, chef de l'autorité de gestion d'INTERACT



Le programme INTERACT (*INTERREG Animation, coopération et transfert*) s'adresse aux institutions et intervenants chargés de la gestion et de la concrétisation des programmes de coopération territoriale européenne. INTERACT offre aide et conseils pendant tout le cycle de vie des programmes dans le but de promouvoir la bonne gouvernance.

INTERACT est focalisé sur les techniques de gestion mais aussi sur les questions d'orientation stratégique ainsi que sur les réseaux institutionnels et thématiques. En cherchant constamment à recueillir l'avis des utilisateurs et à les impliquer le plus possible dans la concrétisation du programme, INTERACT crée et renforce un cycle d'échanges que l'on peut résumer ainsi: apprendre les uns des autres et ensemble pour renforcer la coopération territoriale.

INTERACT est focalisé sur les techniques de gestion mais aussi sur les questions d'orientation stratégique ainsi que sur les réseaux institutionnels et thématiques. En cherchant constamment à recueillir l'avis des utilisateurs et à les impliquer le plus possible dans la concrétisation du programme, INTERACT crée et renforce un cycle d'échanges que l'on peut résumer ainsi: apprendre les uns des autres et ensemble pour renforcer la coopération territoriale.

Dans la nouvelle période de programmation 2007-2013, tous les programmes de coopération territoriale européenne devront relever de nouveaux défis et s'adapter au rôle accru de la législation nationale. Ces programmes devront également se focaliser davantage sur les agendas de Lisbonne et de Göteborg. Dans certains domaines de coopération, il faut gérer des difficultés supplémentaires inhérentes au travail avec des pays candidats ou candidats potentiels, outre les nouveaux États membres.

produits et services pour aider les institutions et intervenants impliqués dans ce processus. Les trois principaux objectifs d'INTERACT sont:

- contribuer à accroître l'efficacité de la gestion des programmes;
- rendre plus efficace la concrétisation des programmes;
- faciliter le transfert de savoir-faire et l'échange de connaissances entre programmes et volets.

Pour atteindre ces objectifs, INTERACT disposera d'une nouvelle approche régionale et s'adressera aux programmes par l'intermédiaire de son secrétariat de Vienne et de quatre Points INTERACT situés à Valence (Espagne), Viborg (Danemark), Vienne (Autriche) et Turku (Finlande), au service des groupes régionaux de programmes transfrontaliers et transnationaux.

Les thèmes essentiels visés par INTERACT sont notamment: la gestion des programmes et la gestion financière, la gestion et le soutien des projets, la capitalisation d'Interreg, la planification stratégique de programmes, l'audit et le contrôle, le suivi et l'évaluation, la coopération extérieure.

Un large éventail de produits et de services a été mis au point dans le cadre du premier programme INTERACT. La nouvelle version du programme les adaptera à la nouvelle période qui s'amorce. INTERACT agira au moyen de séminaires, de conférences, de services de consultance, de manuels et d'outils en ligne, pour faciliter et simplifier la gestion quotidienne des programmes de coopération territoriale européenne.

**Pour un complément d'information et les événements à venir:**

[www.interact-eu.net](http://www.interact-eu.net)



Séminaire INTERACT à Budapest, en Hongrie.

Toutes les institutions, qu'elles soient nouvelles ou expérimentées, devront chercher des manières innovantes d'améliorer leurs performances et de concrétiser des programmes qui répondent mieux à ces nouveaux défis. INTERACT continuera à offrir des

### INTERACT II

**Activité principale:** information sur la coopération territoriale européenne

**Contribution de l'UE (FEDER):** 34 033 512 euros

**Pays concernés:** les 27 États membres de l'UE, la Norvège, la Suisse et les pays voisins

**Autorité de gestion:** chancellerie fédérale de l'Autriche

**Contact:**  
[interact@interact-eu.net](mailto:interact@interact-eu.net) ([www.interact-eu.net](http://www.interact-eu.net))



## «ESPON: comprendre l'aménagement du territoire en Europe»



**Peter Mehlbye**, directeur de l'unité de coordination d'ESPON

Lancé en 2002, l'«Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen» (ESPON) est un programme mené au titre des Fonds structurels dans le but spécifique d'étudier la dynamique du territoire européen. Ce programme analyse en particulier les structures, tendances et perspectives territoriales ainsi que les impacts des politiques communautaires au sein de l'Union européenne. En outre, il compile des informations comparables sur les régions et villes d'Europe afin d'appuyer le développement des politiques, la croissance et la création d'emplois.

Dans le but de produire des éléments probants et des connaissances sur la diversité au sein de l'Europe, le premier programme ESPON a entrepris une série de projets de recherche appliquée et d'études. Il a ainsi réalisé 34 projets de recherche appliquée en passant des contrats avec des groupes de projet transnationaux. Plus de 130 institutions européennes et 600 chercheurs y ont participé, formant une communauté scientifique européenne dans le domaine de l'aménagement du territoire européen.

En peu de temps, le programme ESPON a réussi à produire une quantité importante de nouvelles connaissances relatives aux tendances de l'aménagement du territoire, à l'impact des politiques de l'UE mais aussi aux diverses possibilités d'aménagement du territoire européen. Les résultats engrangés par ESPON ont été mis à la disposition des responsables politiques, des parties prenantes et de tous ceux qui s'intéressent à l'aménagement du territoire européen. Le site web et plusieurs publications d'ESPON proposent des données, des indicateurs et des cartes traitant de ce thème.

Les conclusions tirées par ESPON ont été utilisées dans des documents de politique, en particulier à l'échelon européen, et sont de plus en plus souvent prises en compte dans les stratégies nationales et régionales d'aménagement du territoire. Elles se sont également révélées très utiles pour les activités de coopération transnationale et transfrontalière. Les parties concernées reconnaissent de plus en plus la nécessité d'inclure une perspective européenne dans les considérations d'aménagement du territoire au niveau des régions, des villes et des zones plus vastes.

### Le nouveau programme ESPON 2013

Le programme ESPON 2013, dont le lancement est prévu pour janvier 2008, assurera la continuité de son prédécesseur tout en adoptant des approches innovantes afin de consolider cet observatoire européen en réseau de l'aménagement et de la cohésion du territoire.

Sa mission consiste à appuyer le développement des politiques liées à la cohésion territoriale et à favoriser l'aménagement harmonieux du territoire européen.

Il analysera plusieurs thèmes socio-économiques, environnementaux et culturels. Le choix de ces thèmes sera effectué par les responsables politiques. Au cours des sept prochaines années, des informations comparables, éléments probants, analyses et scénarios seront mis à la disposition de toutes les parties concernées, ce qui stimulera une analyse plus intégrée de l'aménagement des régions, des villes et des territoires plus vastes. Cette initiative permettra de faciliter la mobilisation du capital territorial et du potentiel sous-exploité et, partant de là, de contribuer à améliorer la compétitivité, la cohésion territoriale et la coopération en Europe.

### Des analyses ciblées en partenariat avec les régions et les villes

Une des nouveautés du programme ESPON 2013 est l'introduction d'analyses ciblées basées sur la demande des utilisateurs. Cette approche permet d'utiliser les résultats existants de façon plus intensive en partenariat avec divers groupes de parties prenantes. Le but poursuivi est d'améliorer la compréhension du contexte territorial plus vaste, d'établir des comparaisons avec d'autres territoires, régions et villes, et de créer une nouvelle dynamique d'aménagement du territoire qui prenne en compte la dimension européenne et la compréhension de cette réalité.

Pour un complément d'information et les événements à venir:  
<http://www.espon.eu/>

### ESPON 2013 Programme

**Activité principale:** observation de l'aménagement du territoire européen

**Contribution de l'UE (FEDER):** 47 millions d'euros

**Pays concernés:** les 27 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse

**Autorité de gestion:** ministère luxembourgeois de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

Contact: [info@espon.eu](mailto:info@espon.eu) (<http://www.espon.eu/>)



Nouvelles connaissances d'importance sur les tendances en matière de développements spatiaux.

## INTERREG IVA RÉGION EMS-DOLLART

## Y4I – Favoriser les jeunes innovateurs



**Coût total:** 679 490 euros

**Contribution de l'UE:** 412 665 euros

«Youth for Innovation» (Y4I) est un projet pilote dont le but est de former des jeunes à tous les aspects de l'innovation. Ses objectifs spécifiques consistent à accroître la capacité d'innovation des régions concernées, à mettre des travailleurs qualifiés à la disposition des PME et à mieux faire connaître les réglementations relatives à la recherche à l'échelon de l'UE. Pendant sa phase pilote (d'octobre 2005 à juin 2007), le projet Y4I a été mis en œuvre par la région de Weser-Ems (Allemagne), en coopération avec l'Andalousie (Espagne), la Lubelskie (Pologne), la Nord-Carélie (Finlande), la région sud-égéenne (Grèce) et la Haute-Autriche. Ce projet a été financé au titre de l'opération "Change on Borders" d'Interreg IIIC. Ses activités ont notamment consisté à lancer un programme d'études sur l'innovation dans 23 écoles et universités pilotes des six régions participantes. Au total, les "jeunes scientifiques" ont développé 52 mini-projets de recherche concernant des sujets pratiques communs aux zones transfrontalières. Le projet Y4I sera poursuivi sous la forme d'un projet transfrontalier entre les Pays-Bas et l'Allemagne, avec un financement de la région de l'Ems Dollart (INTERREG IVA).»

**Daniel Kipp**, directeur de projet, Europe Direct Oldenburg c/o Dieter Meyer Consulting GmbH  
[kipp@eurooffice.de](mailto:kipp@eurooffice.de)  
[www.y4i.net](http://www.y4i.net)

## INTERREG IIIA OBERHEIN-MITTE-SÜD

## La «Passerelle des Trois Pays» pour les piétons et les cyclistes



**Coût total:** 8 259 863 euros

**Contribution de l'UE:** 1 680 000 euros

«La construction de la Passerelle des Trois Pays a permis de relier la communauté de Weil am Rhein, en Allemagne, à celle de Huningue, en France, situées de part et d'autre du Rhin, non loin de la ville suisse de Bâle, particularité géographique qui explique le nom donné au pont. Avec ses 248 mètres, il s'agit du plus long pont autoportant pour piétons et cyclistes jamais construit au monde. Son inauguration s'est déroulée le 30 mars 2007. À la fin du mois de juin, les riverains des deux côtés du Rhin ont célébré cet événement en faisant la fête deux jours durant d'un bout à l'autre du pont. Pour ces communautés transfrontalières, le pont est devenu le symbole de l'amitié franco-allemande mais aussi une attraction touristique et, de par sa forme évoquant un arc-en-ciel, un symbole de paix.»

**Wolfgang Dietz**, maire de la ville de Weil am Rhein.  
**Roland Igersheim**, président de la Communauté de communes des trois frontières.  
[stadt@weil-am-rhein.de](mailto:stadt@weil-am-rhein.de)

## INTERREG IIIA PAYS DE GALLES/IRLANDE

## Celtic Enterprises: l'esprit d'entreprise à l'école



**Coût total:** 1 305 549 euros

**Contribution de l'UE:** 962 765 euros

«Le projet "Celtic Enterprises" a assuré la promotion de l'esprit d'entreprise dans les écoles de l'ouest du Pays de Galles et du sud-est de l'Irlande en leur présentant du "vécu d'entreprise". Des équipes comptant jusqu'à cinq étudiants ont participé à la constitution et l'exploitation d'une "entreprise réelle" pendant une période allant jusqu'à six mois, cela afin d'acquérir de l'expérience dans les compétences nécessaires à l'exploitation d'une entreprise. Les entreprises couronnées de succès ont été les concurrentes d'un concours annuel organisé conjointement par le Pays de Galles et l'Irlande, et elles ont aussi mené des visites d'échange en entreprise. Des étudiants de toutes les écoles participantes ont procédé à des échanges interactifs selon divers modes, notamment par vidéoconférence. De leur côté, les professeurs ont pu acquérir des compétences d'enseignement de l'esprit d'entreprise grâce à un programme de développement personnalisé. Le projet a aussi convaincu des conseillers de carrière d'intégrer l'esprit d'entreprise dans leurs programmes d'orientation. En outre, il a posé dans les écoles et collèges les fondements d'un programme coordonné d'éducation à l'entreprise destiné aux apprenants de tous âges. Les partenaires projettent maintenant de diffuser ce projet transfrontalier couronné de succès dans d'autres États membres de l'UE, en utilisant pour ce faire les programmes Interreg IVA et Interreg IVC.»

**Philip Drakeford**, directeur de la division Éducation chez Careers Wales West  
[philipdrakeford@cwwest.co.uk](mailto:philipdrakeford@cwwest.co.uk)

## INTERREG IIIA LITUANIE/POLOGNE

## VIDEOCOM: une école de cinéma transfrontalière



**Coût total:** 69 160 Coût total

**Contribution de l'UE:** 51 870 euros

«Le projet VIDEOCOM fournit des formations et du matériel vidéo aux étudiants et employés des universités de Gdansk, Klaipeda et Olsztyn. Au total, 36 participants pourront ainsi acquérir les compétences nécessaires pour réaliser des films. Ils apprendront à rédiger un scénario ainsi qu'à effectuer le tournage et le montage d'un film. Cette formation permettra aux participants de mieux savoir en quoi consiste la réalisation d'un film, ce qui devrait les encourager à faire appel à ce média pour promouvoir leur université, leur ville et leur région. Quatre films seront produits au cours du projet: *People of science*, *Problems and development prospects of small businesses*, *Ecological sources of energy* et *Agritourist farms*.»

**Jerzy Olak**, coordinateur de projet, Université de Warmia et Mazurie d'Olsztyn  
[jerzy.olak@uwm.edu.pl](mailto:jerzy.olak@uwm.edu.pl)



## La coopération territoriale France-Belgique

## Effacer la frontière

Des centaines de partenariats en matière de santé, culture, technologie, environnement, citoyenneté...

De PACTE à INTERREG IV, la coopération transfrontalière franco-belge se porte bien, merci.



Une priorité pour le Réseau des places fortes: que le tourisme culturel soit accessible à tous.

"Je dois dire qu'on a ramé!", insiste Henri Lewalle, chargé de mission pour les affaires européennes et la coopération transfrontalière au sein de l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes, la plus grande organisation d'assurance soins de santé de Belgique. "La santé est un champ très complexe et éminemment politique", explique Henri. "C'est aussi un secteur de pointe, avec des gens très formés. Réussir à mettre tout le monde d'accord tient parfois du parcours du combattant mais le jeu en vaut la chandelle."

Henri Lewalle est intarissable lorsqu'il parle de la coopération transfrontalière franco-belge en matière de santé qu'il coordonne depuis une quinzaine d'années. "Sans nous vanter, nous sommes parmi les plus avancés d'Europe. Tout a commencé en 1990 avec le projet PACTE Hainaut/Nord-Pas-de-Calais/Picardie et la première phase d'INTERREG. Avec nos amis français, nous nous sommes demandés: 'Qu'est-ce qu'on ferait bien ensemble?' Initialement, la santé ne figurait pas parmi les secteurs éligibles car elle relève de la responsabilité des Etats membres... Mais on a pris la question sous l'angle du travail transfrontalier, en se fixant comme objectif de faire bénéficier les populations transfrontalières des mêmes avantages sanitaires que les travailleurs frontaliers."



Le projet "Mabiolac" vise à produire de nouveaux matériaux biodégradables à base d'acide lactique.

## Observatoire franco-belge de la Santé

Cette première coopération en matière de santé a d'abord consisté à réaliser des études sur l'offre de soins en France et en Belgique. Mais, dès 1992, sous l'impulsion du Professeur Mouton, spécialiste mondial des maladies infectieuses comme le sida ou le SRAS, une coopération s'est engagée entre les



hôpitaux de Tourcoing et de Mouscron distants de quelques centaines de mètres mais "séparés" par la frontière. Il s'agissait de faire profiter l'ensemble des frontaliers de la spécialité de chaque établissement: le sida pour Tourcoing et les insuffisances rénales chroniques pour Mouscron. En 1992, une première convention INTERREG a été signée entre les deux établissements; elle fonctionne toujours aujourd'hui: Mouscron accueille en hémodialyse 300 patients belges et français par an, alors que Tourcoing traite 800 cas de sida. D'autres conventions suivront, pour d'autres pathologies et d'autres parties de la région transfrontalière. *"Toute convention permet de réaliser d'importantes économies d'échelle en tablant sur les complémentarités, tout en assurant la rentabilisation des équipements et une collaboration étroite entre les prestataires de soins"*, fait remarquer Henri Lewalle. *"Avec INTERREG II, nous avons voulu solidifier le partenariat. Nous avons créé en 1999 l'Observatoire franco-belge de la Santé, qui fédère tous les acteurs régionaux du secteur (caisses d'assurance maladie françaises, mutualités belges, ordres des médecins...) dans la zone transfrontalière, soit 55 membres institutionnels."*

Avec INTERREG III, l'Observatoire devient en 2002 un "Groupe européen d'intérêt économique" (GEIE), base légale qui facilitera la conclusion, le 30 septembre 2005, de l'Accord-cadre franco-belge sur la coopération sanitaire transfrontalière, une des premières formules de ce type en Europe. *"Qu'un projet INTERREG débouche sur un accord entre États, c'est génial, et pourtant ce n'est que la clé dans la porte..."*

Une porte ouverte sur des coopérations importantes comme le projet "TRANSCARDS", qui permet aux 50 000 habitants de la Thiérache, territoire rural à cheval sur les deux pays, de recevoir des soins dans 7 établissements hospitaliers belges ou français indistinctement. Ce projet a inspiré plus tard la mise en place de "Zones organisées d'accès aux soins transfrontaliers" (ZOAST) qui offrent à une population déterminée la possibilité de recevoir, sans autorisation médicale préalable, des soins ambulatoires et hospitaliers de l'autre côté de la frontière sur simple présentation de leur carte d'assurance maladie, un logiciel assurant l'interopérabilité des lecteurs de carte SIS (Belgique) et Vitale (France). Deux projets sont en cours de réalisation. La ZOAST de la région frontalière de la Wallonie et de la pointe des Ardennes françaises couvre des zones enclavées dans lesquelles l'offre de soins étrangère est plus facilement accessible pour les résidents que l'offre nationale. Les patients des cantons français de Givet et Fumay, par exemple, peuvent recevoir des soins à Dinant, Belgique, dans les mêmes conditions qu'en France; 180 000 habitants bénéficient du régime. Une autre ZOAST couvre le quadrilatère urbain de Mouscron-Tourcoing-Roubaix-Wattrelos: quatre établissements hospitaliers et quelque 300 000 habitants sont concernés.

*"Au fil du temps et des différentes étapes d'INTERREG, nous sommes ainsi passés d'une logique de conventions sur des pathologies spécifiques (sida, insuffisance rénale...) à une structuration d'accès aux soins organisés (TRANSCARDS, ZOAST, services médicaux d'urgence...). Notre ambition aujourd'hui est de créer des bassins de soins transfrontaliers complets. C'est un objectif tout à fait réaliste, grâce à INTERREG et au droit européen dont la jurisprudence qui favorise beaucoup ce type d'accords."*

### Cicatriser l'Histoire

Effacer la frontière, c'est aussi recueillir le meilleur héritage d'une Histoire souvent tourmentée, comme en témoignent les



"Mini-Usines", programme de formation transfrontalier.

nombreux vestiges de forteresses et autres remparts. Ainsi le projet "Réseau des places fortes" a-t-il permis — INTERREG à la rescousse — de transformer d'anciens lieux d'affrontement en points de rencontre.

*"A l'origine", raconte Solange Leclercq, coordinatrice pour le littoral Nord-Pas-de-Calais (France), "il y a eu la volonté des acteurs locaux de Gravelines de valoriser un riche patrimoine fortifié en jetant des passerelles vers d'autres villes fortes de régions voisines de Belgique et du Royaume-Uni, la Flandre-Occidentale et le Kent."* Pour déboucher, en 1996, sur un projet INTERREG II prolongé en 2000-2006 par INTERREG III, sous la conduite de trois partenaires: la Province de Flandre-Occidentale (chef de file) le Syndicat mixte de la Côte d'Opale en France et le Kent County Council. De 17, le nombre de sites membres est passé à 25 en 2007. Les activités ont combiné opérations transfrontalières communes et actions spécifiques des sites membres, dans la cohérence des objectifs. *"Tant le facteur humain que les crédits d'INTERREG ont été déterminants: sans ces crédits, le réseau aurait pu exister, mais moins dynamique."* Le défi n'était pas seulement de coopérer entre pays: *"L'un des apports d'INTERREG est d'avoir aidé les villes, chez nous en France et jusqu'aux différents services d'une même administration, à mieux travailler ensemble."*

Avec INTERREG III (environ 11 218 000 € dont 3 404 000 € du FEDER), il s'est agi notamment de promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies. Des tests de différentes techniques d'audioguidage, dans des villes pilotes des trois régions, ont abouti à l'adoption d'un système par téléphones portables expérimenté à Menin, côté flamand. Les téléphones audioguidés et un site Internet ([www.fortifications.org](http://www.fortifications.org)) sont ainsi venus renforcer la panoplie du matériel imprimé, dépliant trilingue ou "topoguides" dans chaque langue. Autre priorité, l'accessibilité au plus large public et notamment aux handicapés: *"Ca a été la partie immergée de l'iceberg, un gros travail qui se voit peu. Il n'y avait pas de normes européennes en la matière, il fallait établir des critères communs et pour cela, auditer chaque ville membre sur le thème de l'accessibilité, instaurer des relations transversales entre services, une collaboration avec les organismes spécialisés dans le handicap."*

Dans la dernière phase, l'accent a été mis sur le développement des actions éducatives — un terrain sur lequel l'association flamande "Horizon Educatief" a joué les entraîneurs. Non sans obstacles ici encore, dus au caractère très centralisé de l'Éducation nationale en France et au fait qu'en Flandre, c'est la Région qui gère les programmes éducatifs plutôt que la Province. Mais non sans belles réussites telles que, côté français,



### 3 questions à Jean-Pierre Robbeets,

Inspecteur général,  
Inspecteur général, Division  
des relations internationales de la  
Région wallonne.

- **Quel bilan tirez-vous de presque deux décennies de coopération transfrontalière entre la Belgique et la France?**

Une très grande satisfaction parce qu'il s'agit là d'une démarche passionnante et que les différentes phases d'INTERREG auxquelles nous avons participé depuis 1990 ont toujours bien fonctionné. D'un point de vue administratif, nous n'avons jamais dû recourir à la règle n+2 par exemple<sup>(1)</sup>. Mais, surtout, un nombre très important de projets ont été mis en œuvre dans tous les domaines. Beaucoup ont débouché sur des partenariats et activités durables. Bien entendu, à l'intérieur de la région transfrontalière, il y a des territoires plus ouverts que d'autres.

- **La coopération, source d'innovation?**

L'innovation est intrinsèque à la démarche: effacer la frontière, c'est déjà une innovation en soi! Des actions transfrontalières comme les échanges de technologies, les offres touristiques communes, l'accès aux soins ou les transports en commun transfrontaliers sont autant de démarches innovantes.

- **Quelle est, selon vous, la recette d'une coopération réussie?**

C'est d'abord une question d'état d'esprit: vouloir réussir ensemble. Il faut "en vouloir" au niveau politique. Il faut aussi bien connaître le contexte administratif des partenaires. Il faut enfin être transparent et impliquer les citoyens. Pas pour la beauté du geste, mais pour qu'ils s'approprient les projets, tout en leur montrant que l'Europe, c'est aussi une politique de proximité.

(1) Obligation de rendre à la Commission européenne les crédits qui n'ont pas été utilisés dans les deux années qui suivent leur engagement.

la Journée du patrimoine jeune, associée aux Journées européennes du patrimoine. Elle en est en 2007 à sa 5<sup>ème</sup> édition et a touché en tout 32 550 enfants sur 5 années. Cette action s'est déroulée aussi à Ostende, Flandre, où elle préexistait d'ailleurs au réseau.

En termes d'emploi, on mentionnera, en France, le rôle des "chantiers d'insertion" qui ont permis l'embauche qualifiante de jeunes dans la restauration de remparts, domaine où les coûts professionnels ordinaires sont très élevés. Il faudrait encore parler du haut niveau de la coopération entre scientifiques des trois régions, avec ses applications en matière de restauration mais aussi de vulgarisation. Mais ce qu'il faut avant tout relever, insiste Solange Leclercq, c'est "l'importance des moyens et du temps que nécessitent les tâches de coordination." Ce que peut confirmer, côté flamand, sa partenaire Sophie Muylaert qui souligne la qualité du partenariat: "À l'échelle transfrontalière, on a disposé d'une équipe efficace, on se voyait tous les deux mois sans trop de problèmes de langue ni de partage du financement — on s'est toujours bien entendus à ce niveau".

Pour la période 2007-2013, la donne change: l'expérience déjà ancienne du Réseau des places fortes a porté ses fruits et les partenaires n'envisagent pas sa reconduction formelle, mais plutôt de sortir des remparts pour élargir la démarche. Les villes membres pourraient s'intéresser aux développements d'autres expériences issues, elles, de la coopération transnationale (INTERREG III B) comme les projets "Septentrion: de la ville forte à la ville durable" et "Crossing the Lines", ou encore interrégionale (INTERREG III C).

### Le MAC's et le MAM

Hornu, dans la province belge de Hainaut, n'est pas une ville fortifiée mais possède un lieu phare, érigé entre 1810 et 1830: le Grand-Hornu, exemple unique d'urbanisme fonctionnel des débuts de l'ère industrielle. De style néoclassique, le site comprend des ateliers, des bureaux, une cité ouvrière et la résidence des administrateurs. Rythmés d'arcades, de frontons et de fenêtres en demi-lunes, les bâtiments du charbonnage constituent un majestueux ensemble qui, depuis 2002, abrite le MAC's, Musée des Arts contemporains de la Communauté française de Belgique. Destiné à contribuer au redressement économique et culturel d'une sous-région sinistrée, le MAC's dispose d'un budget annuel de 3,2 millions, occupe 50 salariés et accueille 75 000 visiteurs par an.

Dès sa conception, le musée a joué la carte de la coopération. "INTERREG, dont le lancement a coïncidé avec l'ouverture du musée, a été un excellent coup de pouce", estime Julien Foucart, attaché de projet INTERREG au MAC's: "INTERREG nous a donné l'occasion de formaliser un partenariat avec le MAM, le Musée d'Art moderne de Lille-Métropole qui existe depuis 1983. Beaucoup de choses nous rapprochaient: même culture régionale, même structure organisationnelle, même situation sur des sites remarquables et relativement voisins. Grâce à INTERREG, nous avons bénéficié tout de suite d'un afflux de visiteurs français et, surtout, de l'expérience précieuse du MAM."

Le projet "Borderline" qui associe les deux musées comprend deux axes: sensibiliser à l'art moderne et contemporain les jeunes de milieu défavorisé et accroître la mobilité des publics entre les deux régions. La coopération a comporté des campagnes de promotion communes, l'organisation d'une vingtaine de projets pédagogiques, sans oublier l'échange de collections et la constitution d'un réseau — "REZI" — des principaux intervenants culturels de toute la zone INTERREG. Mais le partenariat a culminé en 2005 lorsque le MAM, devant fermer ses portes jusqu'en 2009 pour cause d'agrandissement, a confié ses collections et une partie de sa réserve au MAC's. "En quelques années, on a fait un bon bout de chemin ensemble", Dominique Cominotto, directeur adjoint du MAC's. "A présent, c'est beaucoup plus qu'un partenariat, c'est une vraie intégration d'équipes. On a atteint une vraie maturité."

Avec INTERREG IV les projets ne manquent pas et les deux musées se sont ouverts à d'autres partenaires et non des moindres: le Louvre, qui aura une antenne à Lens en 2008, et le musée du Docteur Guislain à Gand, spécialisé en art brut. Parmi les actions envisagées figurent les "Navettes de l'Art" (transport en autocar entre Gand, Lille, Hornu, Lens, etc.), les "Musées jardins" (animations estivales pour un public familial), la mise en réseau des fonds documentaires des quatre musées ou encore une exposition... dans un ancien poste de douane.

### Voisins

"Entre la France et la Belgique, INTERREG fonctionne aussi bien que la contrebande du tabac jadis", plaisante Didier Teller, Directeur de l'information à la Direction générale des

Relations extérieures de la Région wallonne, l'autorité de gestion du programme INTERREG IIIA France-Wallonie-Flandre (voir encadré). *"Bien-sûr tout cela est facilité par la culture, la proximité... Mais ce qui compte avant tout aussi, c'est l'implication des populations concernées. A cet égard, il faudrait peut-être mieux communiquer. Nos intentions pour INTERREG IV sont de renforcer les axes engagés dans les phases précédentes — Lisbonne, Göteborg, la recherche, le développement durable, la culture... — mais aussi d'assurer une communication plus constante avec les citoyens et les porteurs de projet."*



Projet «GoGIS»: création d'un système d'information géographique transfrontalier.

Laissons le mot de la fin à un de ces porteurs de projet justement - Jean-Marc Popot, directeur du Centre régional pour l'innovation et le transfert de technologie (CRITT) de Charleville-Mézières, spécialiste du traitement des surfaces et engagé dans deux projets INTERREG: *"La valeur ajoutée d'INTERREG, c'est déjà tout simplement de pouvoir travailler avec les voisins. Auparavant, nous n'avions pas le réflexe transfrontalier. Il nous arrivait d'aller chercher les compétences en France, à 800 km de Charleville, alors qu'elles existaient en Belgique, à deux pas d'ici."*

## INTERREG IV France-Wallonie-Flandre (2007-2013)

Doté d'un budget total d'environ 248,5 millions d'euros, dont un peu plus de 138 millions d'euros en provenance du Fonds européen de développement régional (FEDER), le programme "INTERREG IV France-Wallonie-Vlaanderen" a quatre priorités:

- 1) Favoriser le développement économique de la zone par une approche transfrontalière, cohérente et intégrée.
- 2) Développer et promouvoir l'identité du territoire transfrontalier par la culture et le tourisme.
- 3) Renforcer le sentiment d'appartenance à un espace commun en améliorant l'offre et en facilitant l'accès aux services transfrontaliers.
- 4) Dynamiser la gestion commune du territoire par un développement durable, coordonné et intégré du cadre de vie.

Une assistance technique est également prévue pour l'instruction et la mise en œuvre des projets.

Avec une superficie de 61 604 km<sup>2</sup> et 10,5 millions d'habitants, la zone de coopération représente respectivement 1,84% et 2,6% du territoire et de la population de l'Union européenne.

Approuvé le 15 novembre 2007, le programme INTERREG IV France-Wallonie-Flandre est géré par la Région wallonne (Belgique).



### Contact:

<http://www.interreg-fwvl.org/>



## INTERREG IIIB CADSES

**CORELOG — Logistique régionale coordonnée (COordinated REgional LOGistics)****Coût total:** 1 486 600 euros**Contribution de l'UE:** 957 450 euros

«Le projet CORELOG, auquel participent six États membres, est centré sur le développement des politiques publiques dans les domaines de la logistique et du transport de fret. Il a pour but de stimuler la compétitivité des entreprises de fabrication ainsi que des opérateurs logistiques et de transport. CORELOG a mis en place huit laboratoires pour étudier et tester des programmes de coopération en gestion logistique utilisables entre les entreprises mais aussi entre des parties prenantes publiques et privées. Ces laboratoires permettent de mettre en évidence les économies que les entreprises et les pouvoirs publics régionaux peuvent réaliser grâce à la promotion et l'adoption de nouvelles solutions logistiques. Ils étudient la demande et l'offre de services de transport et de logistique avec la participation directe des entreprises de fabrication et des opérateurs logistiques, et ce afin de documenter l'élaboration des futures politiques dans ces domaines.»

*Paolo Ferrecchi, partenaire principal,  
Regione Emilia-Romagna.  
cosmo@regione.emilia-romagna.it  
www.corelog.eu*

## INTERREG IIIB EUROPE DU NORD-OUEST

**REVIT: favoriser la réhabilitation des friches****Contribution de l'UE:** 11 005 616 euros**Coût total:** 22 597 609 euros

«Dans presque chaque ville de l'Europe du nord-ouest, il existe des zones en friche dont la réhabilitation aurait pour effet d'améliorer la qualité de l'environnement urbain. La réhabilitation des friches peut également contribuer à créer de nouvelles opportunités d'emploi et à stimuler l'économie locale, mais aussi à préserver les espaces verts et à empêcher l'occupation des terres vierges. Six partenaires de quatre pays ont participé au projet REVIT. Ensemble, ils ont examiné leurs problèmes communs d'aménagement des sites en friche qui appelaient des solutions plus efficaces qu'auparavant. En équipes, les partenaires ont étudié en particulier les aspects suivants: les instruments et méthodes de réhabilitation des friches susceptibles de susciter l'implication des communautés; les nouvelles options de financement; les modèles de partenariat public-privé et les concepts de marketing dans le contexte de la réhabilitation des friches; l'aménagement multifonctionnel, la préservation et la réutilisation intelligente du patrimoine industriel; l'arrêt des dommages environnementaux et la protection des biens naturels.»

*Thomas Zügel, partenaire principal, Stadt Stuttgart,  
Amt für Stadtplanung und Stadterneuerung  
thomas.zuegel@stuttgart.de*

## INTERREG IIIC EST

**RegEnergy: répondre à la demande énergétique croissante****Coût total:** 1 466 234 euros**Contribution de l'UE:** 989 443 euros

«RegEnergy a établi un réseau européen composé de 18 partenaires venant de dix États membres de l'UE et de Russie. Ces partenaires travaillent ensemble afin de partager leurs connaissances et informations sur la réforme et la gestion du secteur énergétique. Les membres du réseau comprennent des parties prenantes aux niveaux national, régional et local. Le projet vise à promouvoir en Europe l'approvisionnement en énergie respectueuse de l'environnement et économiquement abordable, à améliorer et restructurer le secteur énergétique, et à encourager l'efficacité énergétique. Il fournit des informations relatives aux instruments financiers et aux politiques locales permettant de favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie. De plus, le projet aide les régions et communautés de l'Europe à gérer les difficultés posées par la croissance de la demande d'énergie. Pour ce faire, il organise un partage des connaissances en matière de bonnes pratiques d'utilisation d'énergies renouvelables.»

*Julia Jesson, coordinatrice du projet  
julia.jesson@gtz.de  
www.reg-energy.de*

## INTERREG IIIC SUD ET OUEST

**CoPraNet: une gestion intégrée des zones côtières****Coût total:** 1 855 740 euros**Contribution de l'UE:** 1 151 205 euros

«Les objectifs de CoPraNet consistaient à établir un réseau de spécialistes de la côte et à créer des liens entre les planificateurs, les gestionnaires et la communauté de la recherche dans toute l'Europe. Pour atteindre ces objectifs, le projet entendait favoriser l'échange interrégional d'informations sur les bonnes pratiques en matière de gestion côtière et sur l'amélioration de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) en Europe. Les 21 partenaires européens du projet ont élaboré un guide multilingue, facilement accessible, sur le thème de la gestion des plages ainsi qu'une base de données en ligne sur la GIZC formée de plus de 158 études de cas et 167 projets réalisés aux quatre coins de l'Europe. Le projet s'est également traduit par la production et la diffusion d'un grand nombre de produits informatifs en plusieurs langues. Parmi les autres réalisations importantes du projet, citons «QualityCoast, un programme destiné aux destinations touristiques côtières qui vise à informer les touristes et les visiteurs mais aussi à impliquer les collectivités locales dans le développement d'un tourisme durable dans leur région. QualityCoast a été testé au Portugal en coopération avec les collectivités locales.»

*Margarida Nunes, commission régionale du ministère  
de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du  
développement régional du Portugal (CCDRC/MAOTDR)  
margarida.nunes@ccdrc.pt*

## La conférence «Telling the Story» explore de nouvelles manières de communiquer sur la politique de cohésion

Les 26 et 27 novembre 2007, plus de 450 personnes issues des quatre coins de l'Europe se sont rassemblées à Bruxelles dans le cadre d'une conférence intitulée «Telling the story: Communicating Cohesion Policy together».



Cette conférence s'adressait principalement aux responsables de l'information et de la publicité régionales ou nationales concernant les Fonds structurels. Elle a constitué la première réunion officielle du groupe INFORM de responsables de coordination, dont la constitution est demandée par les nouveaux règlements. Cet événement, dont l'ouverture a été confiée aux commissaires Danuta Hübner (politique régionale), Vladimir Špidla (emploi et affaires sociales) et Dirk Ahner (directeur général de la politique régionale), a été organisé par la direction générale de la politique régionale en coopération avec la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances et avec la direction générale de la communication.

Cette conférence avait pour but de faire le point sur la mise en œuvre des nouvelles exigences d'information et de communication applicables à la période de programmation 2007-2013. Elle a permis aux participants de se pencher plus particulièrement sur l'échange d'expériences et de bonnes pratiques relatives à des questions concrètes, comme l'élaboration de plans de communication, la conception de sites web conviviaux ou l'amélioration de la coopération avec les médias et avec les représentations de la Commission dans les États membres ou encore les moyens de mesurer le succès de ces activités (voir également le magazine Panorama n° 21 de décembre 2006).

### Des bénéfices visibles

La commissaire Hübner a ouvert la conférence en ces termes: «Cette conférence marque le point de départ d'une ère nouvelle où nous pourrions diffuser ensemble les bénéfices de la politique de cohésion. Des milliers d'exemples positifs illustrent l'impact concret de la politique de cohésion dans les régions d'Europe. Le fait d'associer les citoyens au niveau local renforce leur adhésion au programme en suscitant un débat et en leur permettant d'exprimer leurs préoccupations. Dans de nombreuses régions, la politique de cohésion constitue l'avantage le plus manifeste de l'appartenance à l'Union européenne et offre des possibilités sur mesure pour une meilleure communication en Europe.»

À quoi le commissaire Špidla a ajouté: «*Les Fonds structurels aident les citoyens à affronter les changements et les défis actuels. Le fait d'investir dans l'avenir des personnes a un impact réel sur leur vie de tous les jours. Ces Fonds ne relèvent pas seulement d'une bonne économie politique, ils représentent le visage social de l'Europe.*»

La session plénière a été suivie de six ateliers thématiques. Le premier de ces ateliers était consacré à l'organisation d'activités de communication, qui commence par l'élaboration d'un plan de communication. Ondrej Stefek, participant de la République tchèque, a expliqué que les autorités de son pays étaient occupées



à créer un plan de communication sur la base des résultats de l'évaluation. Judit Szucs, de l'Agence hongroise de développement national, a évoqué la stratégie de communication choisie par son organisme pour les sept prochaines années. Vasilije Kujacic, membre du DIAC (France), a présenté l'approche remaniée et renforcée que son pays a adoptée pour communiquer sur la politique de cohésion.

Plusieurs experts ont dispensé des conseils sur les façons d'aider les bénéficiaires à assurer leurs activités de communication. À ce sujet, une idée particulièrement intéressante a été présentée par Richard Holmes, de l'Office gouvernemental pour le Yorkshire et le Humber (Royaume-Uni). Cet expert a parlé de formations médiatiques destinées aux bénéficiaires du secteur bénévole et communautaire, une formule qui s'est avérée peu coûteuse et hautement efficace.

Autre nécessité impérieuse: informer le public sur les réalisations de la politique de cohésion. Des orateurs d'Estonie, d'Andalousie, de Pologne et de France ont présenté à l'assistance les moyens qu'ils mettent en œuvre pour répondre à cette nécessité, des moyens comprenant souvent la diffusion de petits vidéoclips humoristiques.

### Mise en réseau

Un des grands objectifs de la conférence était de promouvoir la mise en réseau auprès des participants. Pendant toute la durée de la conférence, la mise en réseau a été encouragée dans des «coins mise en réseau» aménagés à cet effet, une nouveauté organisée pour la première fois par la DG REGIO. Les participants ont eu l'occasion de rencontrer de façon informelle des experts ainsi que leurs homologues d'autres pays, et de converser avec eux sur une série de thèmes spécifiques.

Au cours de la session d'après-midi, la question de la transparence a bénéficié d'une attention particulière. En réponse à la demande publique croissante concernant une plus grande transparence dans l'emploi des fonds de l'UE, il existe maintenant l'exigence réglementaire pour les États membres de publier des listes complètes des bénéficiaires de ces fonds. Cette exigence est considérée comme l'une des tâches d'information et de publicité les plus importantes de cette nouvelle période de programmation. Dans le cadre d'un des ateliers, plusieurs excellents exemples ont été présentés et expliqués. Ainsi, la Lettonie publie depuis 2004 une liste de tous les bénéficiaires des projets; dans certaines régions suédoises, des applications en ligne permettent d'accéder aux données relatives aux projets et aux bénéficiaires. Pour les programmes Interreg qui supposent une communication transfrontalière, la transparence et le plein accès à l'information sont à l'ordre du jour depuis la période de programmation précédente.

Un autre atelier examinait les différentes manières de présenter un sujet pour le rendre intéressant du point de vue des divers médias. Le troisième atelier était centré sur l'étude des enseignements à tirer de la communication basée sur l'internet, qui devient un outil de communication de plus en plus important pour le domaine de la politique de cohésion.

La mise en réseau s'est poursuivie de façon plus informelle pendant une réception organisée dans Les Salons de l'Atalaïde – une splendide maison de maître bâtie en 1888. Claus Sørensen, directeur général de la communication, après avoir souhaité la bienvenue aux participants, leur a fait part de sa vision du travail dans le domaine de la communication.



*Vladimír Špidla, commissaire européen en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, Danuta Hübner, commissaire chargée de la politique régionale, Dirk Ahner, directeur général de la Direction générale Politique régionale.*

Quant aux ateliers du mardi, ils ont été consacrés au thème de la mise en réseau à divers niveaux. Il a ainsi été question du niveau régional — avec un exposé d'Anna Maria Linsalata, de la région italienne d'Emilia-Romagne — du niveau national — pour lequel James Ritchie a évoqué son expérience de la mise en réseau sur le FSE au Royaume-Uni — et du niveau communautaire. Sonja Seiser, de la région autrichienne du Burgenland, a présenté son expérience de la mise en réseau au sein d'une structure informelle, l'équipe d'information sur les Fonds structurels. Pour Mme Seiser, cette expérience s'est traduite, entre autres, par le transfert entre l'Andalousie et le Burgenland d'une idée de jeu pour enfants.

D'autres ateliers ont souligné le rôle que les représentations de la Commission peuvent avoir dans les activités d'information sur la politique de cohésion. Ces services peuvent en particulier lier les connaissances relatives aux médias régionaux avec les plans de communication et le travail des fonctionnaires des autorités de gestion. Les points *Europe Direct* peuvent également jouer un rôle important en informant le public sur la politique de cohésion, une possibilité qui a été expliquée par Niels Christian Andersen, de Bornholm (Danemark), par Barbara Kerner, du comté de Baranya/Pecs (Hongrie) et par Claire Sarda Verges, du Languedoc-Roussillon (France).

La commissaire Hübner a clôturé la conférence en insistant sur la nécessité de diffuser le résultat global des programmes opérationnels. «À tous les stades, il est essentiel de souligner le rôle de l'Union européenne dans ce processus qu'est le développement des idées et dans le financement.» En outre, Mme Hübner a assuré les participants qu'elle-même et ses collègues de la direction de la politique régionale se mettaient à la disposition des responsables de la communication pour les soutenir dans leurs efforts.

Tous les discours et exposés peuvent être téléchargés au départ du site internet ci-dessous. Le compte-rendu de la conférence sera publié début 2008.

#### Site internet de la conférence:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/country/commu/conferences/november07/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/country/commu/conferences/november07/index_en.cfm)



# REGIO et réseaux

## Les priorités de la Commission européenne pour 2008

La Commission européenne a récemment adopté son programme de travail pour 2008. Au cours de l'année prochaine, la Commission restera centrée sur l'obtention de résultats en vue des objectifs stratégiques globaux fixés au début de son mandat: prospérité, solidarité, sécurité et liberté, et une Europe plus forte dans le monde. Dans ce contexte, les priorités spécifiques pour 2008 seront notamment la croissance et l'emploi, une Europe durable, une approche intégrée de l'immigration, le positionnement prioritaire des citoyens et l'Europe comme partenaire mondial.

[http://ec.europa.eu/atwork/programmes/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/atwork/programmes/index_fr.htm)

## Retour sur les OPEN DAYS 2007

Le rapport final d'évaluation des OPEN DAYS 2007 a été publié en novembre dernier. Il analyse les résultats de cinq enquêtes en ligne complétées par des participants, partenaires de l'événement, orateurs/présidents, journalistes et organisateurs locaux. 1161 questionnaires ont été évalués, ce qui représente 19,4 % du nombre total de participants. Les quatre constatations principales sont: 1) l'évaluation de la qualité de l'événement varie de «excellente» à «bonne» pour 90,3 % des participants, 97,5 % des orateurs/présidents, 98 % des journalistes et 100 % des organisateurs locaux; 2) 92 % des participants et 95 % des orateurs/présidents ont déclaré avoir l'intention de participer à l'édition 2008; 3) la recommandation la plus fréquente est d'organiser «des séminaires moins nombreux mais plus ciblés» et 4) les thèmes les plus souvent cités par les partenaires et les orateurs pour 2008 sont: la recherche et le développement/l'innovation, la coopération, le développement durable/le changement climatique ainsi que les nouvelles dispositions du traité/la cohésion territoriale. Les prochains OPEN DAYS se tiendront du 6 au 9 octobre 2008.

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/conferences/od2007/index.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm)

## Rapports annuels 2006 sur la politique régionale

La Commission européenne a récemment publié trois rapports annuels pour 2006, qui traitent respectivement des Fonds structurels, du Fonds de cohésion et de l'instrument structurel de préadhésion ISPA. Ces rapports font le point sur la mise en œuvre budgétaire, sur la manière dont les programmes ont été exécutés ainsi que sur les projets majeurs adoptés au cours de l'année.

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/repot\\_fr.htm#coh](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/repot_fr.htm#coh)

## Initiative européenne en faveur du microcrédit

En novembre 2007, la Commission européenne a adopté une communication visant à encourager l'utilisation du microcrédit en Europe. Cette méthode de financement s'adresse aux petites entreprises, aux chômeurs et à tous ceux qui n'ont généralement pas accès aux prêts des banques. Le microcrédit peut aider les membres de ces groupes-cibles à créer leur propre entreprise ou à exercer un emploi indépendant. La demande potentielle de microcrédits pourrait se traduire en Europe par des investissements supplémentaires de 6,1 milliards d'euros. La Commission propose de créer un service européen qui serait chargé d'appuyer le développement des institutions de microfinancement.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1713&format=HTML&ag=0&language=EN&guiLanguage=en>

## Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
25-26 février 2008	Dans le cadre de l'initiative «les régions, actrices du changement économique», conférence intitulée «Regions learning from one another» <a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/index_fr.cfm">http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/index_fr.cfm</a>	Bruxelles (B)
11-14 mars 2008	Conférence EASY-ECO de Vienne 2008 «Governance by Evaluation: Institutional Capacities and Learning for Sustainable Development» <a href="http://www.easy-eco.eu">http://www.easy-eco.eu</a>	Vienne (A)
6-9 octobre 2008	OPEN DAYS 2008 – Semaine européenne des régions et des villes <a href="http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm">http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm</a>	Bruxelles (B)

## Dernières publications

### Des régions en croissance, une Europe en croissance



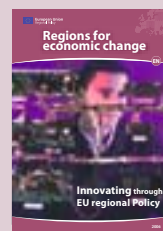
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/reports/cohesion4/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/cohesion4/index_fr.htm)  
Quatrième rapport sur la cohésion économique et sociale  
Disponible en vingt-deux langues.

### Les régions, actrices du changement économique — Renforcer la compétitivité par des technologies et produits innovants et des communautés prospères



[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents\\_fr.cfm?nmenu=2](http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents_fr.cfm?nmenu=2)  
Disponible en dix-neuf langues.

### Les régions, actrices du changement économique — Innover grâce à la politique régionale européenne



Le défi de la recherche et de l'innovation pour la période 2007-2013, illustré par 15 projets en cours.  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents\\_fr.cfm?nmenu=2](http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents_fr.cfm?nmenu=2)  
Disponible en dix-neuf langues.

### La dimension urbaine des politiques communautaires



Les politiques communautaires en faveur des villes pour la période 2007-2013  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docgener/guides/urban/pdf/urbanguide1\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/guides/urban/pdf/urbanguide1_fr.pdf)  
Disponible en allemand, anglais et français.

### La politique de cohésion 2007-2013 — Commentaires et textes officiels



[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/publications/guide2007\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/publications/guide2007_fr.pdf)  
Disponible en vingt et une langues.

<http://talesfromtheborderlands.blogspot.com/>

Le blog «Tales from the Borderlands» est consacré aux programmes de coopération transfrontalière. Il constitue une plate-forme virtuelle où l'on échange des informations, des idées, des expériences et des documents concernant les régions transfrontalières et les programmes de coopération. Les programmes concernés sont notamment ceux qui sont mis en œuvre dans le cadre d'Interreg et du nouvel objectif de coopération territoriale européenne, financé par les Fonds structurels.



<http://www.aebr.net/>

L'Association des régions frontalières européennes (ARFE) est la seule organisation régionale européenne qui traite de façon spécifique des questions transfrontalières. Elle représente les intérêts de 90 régions frontalières et transfrontalières aux niveaux européen et national. Les activités de l'ARFE consistent entre autres à soumettre des propositions, à établir des liaisons avec les institutions, organisations et réseaux européens et à coopérer avec d'autres associations régionales européennes. Un site web trilingue (en anglais, français et allemand) fournit une vue d'ensemble des activités de l'ARFE ainsi que des informations sur les événements présentant de l'intérêt pour la coopération transfrontalière et le développement régional.



<http://errin.eu/en/>

Le réseau de recherche et d'innovation des régions européennes (ERRIN) a été créé pour aider les acteurs régionaux à participer pleinement et efficacement à l'Espace européen de la recherche. Entre avril 2004 et mars 2006, ERRIN a bénéficié d'un soutien de la direction générale de la recherche de la Commission européenne dans le cadre du programme d'action pilote «Régions de la connaissance». En janvier 2007, ERRIN est devenu financièrement indépendant. En expansion constante, ce réseau compte actuellement 53 membres, tous des acteurs régionaux. Son site web a été conçu pour promouvoir ses cinq objectifs principaux, à savoir le partage des connaissances à l'échelon de l'UE, les échanges interrégionaux, le perfectionnement des spécialistes, la politique, les développements thématiques.



<http://www.eucc.net>

L'«Union côtière» (Eucc) est une association de quelque 2700 organisations réparties dans 40 pays. Elle a été fondée en 1989 dans le but de promouvoir la conservation des côtes en rapprochant les scientifiques, les environnementalistes, les gestionnaires des sites, les planificateurs et les décideurs. L'Eucc est devenue depuis le réseau le plus étendu de spécialistes et d'experts des côtes en Europe. Sa mission consiste à promouvoir une gestion côtière et marine qui prenne en compte la conservation de la biodiversité. L'Eucc préconise un développement durable qui maintienne l'intégrité des paysages, le patrimoine culturel et le tissu social des zones côtières tout en tenant compte des effets du changement climatique.



### Le site internet d'Inforegio: pages principales disponibles en 22 langues

«La politique» et «Les moyens» sont les deux premières sections — subdivisées en sous-sections — de notre nouveau site internet, qui sera bientôt accessible dans 22 langues. Les visiteurs du site y trouveront des informations détaillées sur l'historique, les principaux objectifs et les principaux éléments de la politique régionale pour 2007-2013, et ce dans les langues des 27 États membres de l'UE.

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm)

Commission européenne, Direction générale «Politique régionale»  
Unité 01 - «Information et Communication»  
Ana-Paula Laissy  
41, avenue de Tervuren, B-1040 Bruxelles  
Fax: +32 2 296 60 03  
E-mail: [regio-info@ec.europa.eu](mailto:regio-info@ec.europa.eu)  
Internet: [http://ec.europa.eu/comm/dgs/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm)  
Informations sur les aides régionales de l'Union européenne  
[http://ec.europa.eu/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/index_fr.htm)

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2007  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium.

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
L-2985 Luxembourg



Office des publications  
[Publications.europa.eu](http://Publications.europa.eu)